74.046/2

AVANT-PROJET DE DECRET PORTANT ASSENTIMENT A L'ACCORD DE COOPERATION ENTRE L'ETAT FEDERAL, LA COMMUNAUTE FRANCAISE ET LA REGION WALLONNE EN MATIERE D'ASSISTANCE AUX VICTIMES

Le Gouvernement de la Communautaire française,

Sur la proposition de la Ministre chargée des Maisons de Justice et de l'Aide à la Jeunesse,

Après délibération,

ARRÊTE :

La Ministre chargée des Maisons de Justice et de l'Aide à la Jeunesse est chargée de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article unique

Assentiment est donné à l'accord de coopération du entre l'Etat fédéral, la Communauté française et la Région wallonne en matière d'assistance aux victimes.

Bruxelles, le

Pour le Gouvernement de la Communauté française

Le Ministre-Président,

Pierre-Yves JEHOLET

La Ministre des Maisons de justice et de l'Aide à la Jeunesse,

Valérie Glatigny,

AVANT-PROJET DE DECRET PORTANT ASSENTIMENT A L'ACCORD DE COOPERATION ENTRE L'ETAT FEDERAL, LA COMMUNAUTE FRANCAISE ET LA REGION WALLONNE EN MATIERE D'ASSISTANCE AUX VICTIMES

Commentaire des articles

Article unique

Cet article indique qu'il est donné qu'il est donné assentiment à l'accord de coopération du XXX.

Accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté française et la Région wallonne en matière d'assistance aux victimes

Vu les articles 39, 128, § 1er, et 138 de la Constitution ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1er, modifié en dernier lieu par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu la directive 2010/64/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2010 relative au droit à l'interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales ;

Vu Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique du 11 mai 2011 ;

Vu la directive 2012/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité et remplaçant la décision-cadre 2001/220/JAI du Conseil ;

Vu la directive 2017/541 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 relative à la lutte contre le terrorisme et remplaçant la décision-cadre 2002/475/JBZ du Conseil et modifiant la décision 2005/671/JBZ du Conseil ;

Vu la concertation prévue par l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région Wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières ;

Considérant que les compétences en matière d'assistance aux victimes sont réparties entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions ;

Considérant que ce morcellement des compétences et la dispersion du personnel ainsi que des moyens matériels et financiers qui l'accompagne peuvent être de nature à entraver une politique efficiente, effective, cohérente et intégrée en faveur des victimes ;

Considérant qu'une coopération structurelle entre l'Etat fédéral, la Communauté française, et la Région wallonne est nécessaire pour aboutir à une assistance et à un service de qualité en faveur des victimes ;

Considérant qu'une assistance aux victimes optimale et bien développée doit limiter autant que possible la victimisation secondaire et réparer dans la mesure du possible toutes les conséquences de la victimisation ;

Considérant que la Constitution et la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 prévoient la possibilité pour les autorités précitées de conclure un accord de coopération en matière d'assistance aux victimes ;

Les parties :

L'Etat fédéral, représenté par le Gouvernement fédéral, en la personne du Ministre de la Justice et du Ministre de l'Intérieur ;

La Communauté française, représentée par le Gouvernement de la Communauté française, en la personne du Ministre-Président, de la Ministre de l'Aide à la Jeunesse et des Maisons de Justice et de la Ministre de l'Enfance ;

La Région wallonne, représentée par le Gouvernement wallon, en la personne du Ministre-Président, de la Ministre de l'Action sociale et de la Santé, et de la Ministre en charge de la Sécurité routière.

Ont convenu ce qui suit :

Chapitre 1er. Dispositions générales

Article 1er. Pour l'application du présent accord de coopération, l'on entend par :

1° la victime : la personne physique, ainsi que ses proches, qui ont subi un préjudice, y compris une atteinte à l'intégrité physique ou mentale, une souffrance morale ou une perte matérielle, directement causé par des actes ou des omissions qui enfreignent la législation pénale ;
2° un proche : un ayant droit de la victime directe ou toute personne ayant un rapport affectif avec celle-ci ;
3° l'assistance aux victimes : l'aide et le service au sens large procurés aux victimes par les différents secteurs, qu'ils soient policiers, judiciaires, sociaux ou médicaux ;
4° la politique en faveur des victimes : l'ensemble des actes d'administration de l'État fédéral, des Communautés et des Régions en rapport avec l'assistance aux victimes ;
5° l'assistance policière aux victimes : l'assistance procurée aux victimes par la police qui consiste en un accueil de la victime, une première prise en charge, une bonne information de base à la victime et une orientation éventuelle vers les services spécialisés et qui comprend également l'accueil et l'assistance des personnes qui ont été impliquées dans un accident, une catastrophe ou un incendie ;
6° le service d'assistance policière aux victimes : le service existant au sein de la police fédérale ou locale qui est responsable d'une part, de la sensibilisation et de la formation continue des fonctionnaires de police en matière d'assistance policière aux victimes, et d'autre part, de l'offre même d'assistance policière spécialisée aux victimes, sans toutefois porter préjudice aux obligations légales en matière d'assistance aux victimes de chaque fonctionnaire de police ;
7° l'accueil des victimes : l'information et l'assistance aux victimes dans les différentes phases de la procédure judiciaire, offerte par le service d'accueil des victimes des maisons de justice ainsi que par les magistrats et les membres du personnel des parquets et des tribunaux, qui peut également comprendre l'information et l'assistance des personnes concernées par un accident, une situation d'urgence collective ou un suicide ;
8° le service d'accueil des victimes : le service chargé, au sein de la maison de justice, d'offrir aux victimes une information, un soutien et un accompagnement ainsi qu'une orientation adéquate durant toute la procédure judiciaire ;
9° l'aide aux victimes : l'aide sociale et l'aide psychologique offertes aux victimes par les services d'aide aux victimes, qui peut également comprendre l'aide sociale et l'aide psychologique aux personnes concernées par un accident, une situation d'urgence collective ou un suicide ;
10° le service d'aide aux victimes : le service agréé par la Communauté française chargé de prodiguer une aide sociale ou psychologique aux victimes ;
11° la maison d'accueil : l'établissement agréé par la Région wallonne assurant un hébergement limité dans le temps aux personnes en difficultés sociales ;

12° l'équipe SOS Enfants : le service pluridisciplinaire, agréé par la Communauté française, spécialisé dans la prévention individuelle, l'évaluation ou le bilan et la prise en charge des situations de maltraitance d'enfants ;
13° le conseiller de l'aide à la jeunesse : l'autorité mandante indépendante chargée en Communauté française d'apporter une aide spécialisée aux mineurs se trouvant dans une situation de difficulté ou de danger en mettant en place un programme d'aide approprié, qui est assisté, dans l'exercice de ses compétences, par un service de l'aide à la jeunesse mis à sa disposition ;
14° le service de santé mentale : la structure ambulatoire qui, par une approche pluridisciplinaire médico-psycho-sociale et en collaboration avec d'autres services ou professionnels de l'aide et du soin, assure l'accueil, le diagnostic et la prise en charge des personnes en ce qui concerne leurs difficultés psychologiques ou leurs troubles psychiatriques ;
15° le département Accompagnement des victimes de la route : le service pluridisciplinaire, au sein de l'Agence wallonne pour la Sécurité routière , à l'écoute des victimes impliquées dans un accident avec un dommage corporel et chargé de répondre à toutes les questions d'ordre psychologique et juridique et d'apporter une aide concrète, spécialement en matière d'assurances, de réparation du préjudice et de droit pénal, afin de favoriser le bon déroulement des différentes étapes et de réduire autant que possible le phénomène de victimisation secondaire;
16 ° les services et les dispositifs d'accompagnement des victimes de violences entre partenaires et des violences fondées sur le genre : les structures agréées par la Région wallonne conformément aux articles 149/13 et suivants du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'agrément des Services et des dispositifs d'accompagnement des violences entre partenaires et des violences fondées sur le genre. Elles fournissent un accompagnement global aux personnes victimes de violences entre partenaires ou de violences fondées sur le genre par le biais d'un premier accueil, d'une information, d'une aide sociale, juridique, administrative et psychologique.
17° les autorités compétentes : les ministres ayant dans leurs attributions la Justice, l'Intérieur, la Présidence de la Communauté française, l'Aide à la Jeunesse, les Maisons de Justice, l'Enfance, la Présidence de la Région wallonne, la Santé, l'Action sociale et la Sécurité routièreen vertu desquelles les ministres signataires de l'accord l'ont conclu au nom des parties à l'accord.

Art. 2. Le présent accord de coopération vise une coopération structurelle en Région wallonne sur le territoire des arrondissements judiciaires du Brabant wallon, du Hainaut, de Liège, du Luxembourg et de Namur en matière d'assistance aux victimes entre les services compétents de l'Etat fédéral, de la Communauté française et de la Région wallonne, ainsi qu'avec les services d'assistance aux victimes qu'ils organisent, agréent ou subventionnent.

Le présent accord de coopération s'applique uniquement sur le territoire de la région de langue française.

La coopération structurelle telle que décrite dans le présent accord de coopération ne porte pas atteinte à toute forme de collaboration entre les services susmentionnés et d'autres services d'assistance aux victimes.

Chapitre 2. Les compétences et les missions

Art. 3. L'État fédéral est compétent pour :

1° la politique en matière de police et de sécurité dont l'assistance policière aux victimes ;
2° la politique criminelle, dont la politique judiciaire en faveur des victimes.,

A l'alinéa 1er, 2°, l'État fédéral garantit les droits de la victime au sein de la procédure judiciaire, dont l'accueil des victimes.

Art. 4. La Communauté française est compétente pour :

1° via les services d'accueil des victimes :

a) fournir aux victimes et à leurs proches des informations générales sur la procédure judiciaire et sur les droits que les victimes ont dans ce cadre, ainsi que des informations spécifiques sur leur dossier et sur la procédure en cours et ce, tout au long de cette procédure du dépôt de la plainte à l'exécution de la peine ou de l'internement ;

b) offrir aux victimes et à leurs proches une assistance, soutien et accompagnement, durant la procédure judiciaire;

c) orienter les victimes et leurs proches vers des services compétents en fonction de leurs besoins et des difficultés rencontrées par exemple pour un conseil juridique ou une aide psychologique ;

2° via les services d'aide aux victimes, d'offrir une aide sociale et une aide psychologique destinées à soutenir les personnes qui sont confrontées aux conséquences directes et indirectes de l'infraction et de la victimisation ;

3° via les conseillers de l'aide à la jeunesse, d'assurer une aide sociale spécialisée de deuxième ligne, aide supplétive, aux enfants en difficulté ainsi qu'aux personnes qui éprouvent des difficultés dans l'exécution de leurs obligations parentales et à tout enfant dont la santé ou la sécurité est en danger ou dont les conditions d'éducation sont compromises par son comportement, celui de sa famille ou de ses familiers ;

4° via les équipes SOS Enfants :

a) d'assurer la prévention individuelle et le traitement des situations de maltraitance, d'initiative ou à la demande d'une personne ou d'un service ;

b) d'établir un bilan pluridisciplinaire de la situation de l'enfant et de sa situation dans son milieu familial de vie ;

c) de veiller à apporter une aide appropriée à l'enfant victime ou en situation de risque de maltraitance.

À l'alinéa 1er, 1°, le service visé a également pour mission d'intervenir à un niveau plus structurel en signalant les difficultés rencontrées par les victimes dans leurs contacts avec l'institution judiciaire et en sensibilisant les magistrats et les membres du personnel des parquets et des tribunaux aux besoins spécifiques et aux droits des victimes.

À l'alinéa 1er, 2°, l'aide sociale s'entend comme toute aide de nature non financière destinée à permettre à la victime de préserver, d'améliorer ou de restaurer ses conditions de vie, sur le plan familial, social, économique, professionnel, politique ou culturel.

Dans le cadre de sa mission d'aide sociale, le service d'aide aux victimes :

a) soutient la victime pour faire face aux conséquences d'une situation infractionnelle ou potentiellement infractionnelle ;

b) l'informe, l'oriente et la soutient dans ses relations avec la police et les instances judiciaires ;

c) lui facilite l'accès aux instances et aux organisations spécialisées.

Le service aide la victime à sa réinsertion active dans la société en évaluant avec la victime ses besoins et ses ressources et en définissant des priorités afin qu'elle trouve un nouvel équilibre de vie.

L'aide psychologique s'entend comme toute aide destinée à soutenir psychologiquement la victime afin qu'elle trouve un nouvel équilibre de vie.

Dans le cadre de sa mission d'aide psychologique, le service d'aide aux victimes :

1° soutient la victime pour faire face aux conséquences directes et indirectes d'une infraction pénale ou aux problèmes particuliers liés à sa situation spécifique ;
2° propose à la victime, au départ du préjudice subi, un soutien thérapeutique spécialisé et personnalisé centré sur les conséquences directes du traumatisme et sur l'assimilation du choc.

À l'alinéa 1er, 4°, les équipes SOS Enfants établissent de manière plus structurelle toute collaboration utile avec les acteurs du réseau œuvrant dans le champ de la maltraitance infantile.

Art. 5. La Région wallonne est compétente pour l'accompagnement des victimes de la route via l'Agence wallonne pour la Sécurité routière et pour l'agrément des services de santé mentale, des maisons d'accueil et des services et dispositifs d'accompagnement des victimes de violences entre partenaires et des violences fondées sur le genre.

Chapitre 3. Les engagements

Art. 6. Dans le cadre des compétences visées aux articles 3 à 5 du, chaque autorité compétente fournit les coordonnées et les informations utiles relatives aux lignes d'écoute ainsi que de services de chat offrant des informations, des conseils, une éventuelle orientation à toute personne concernée par la violence physique, mentale, sexuelle, ou les abus et la maltraitance d'enfants aux personnes de contact visées à l'article 7, 3°, à l'article 8, 6°, et à l'article 10, 2°.

Ces personnes de contact communiqueront la liste des coordonnées et informations relatives aux lignes d'écoute et services de chat visés à l'alinéa 1er aux services compétents repris dans le présent accord de coopération qui aident, orientent ou informent les victimes.

Art. 7. Dans le cadre de sa compétence visée à l'article 3, 1°, et en exécution de l'article 46 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police et des instructions qui s'en sont suivies, l'État fédéral :

1° prend les mesures de sorte que les intérêts de la victime soient reconnus de la manière suivante :

a) mettre à disposition des services de police, les conditions matérielles adéquates pour l'accueil, la première prise en charge, l'information et l'audition des victimes ;

b) fournir aux victimes un accueil respectueux, une assistance urgente et pratique, des informations adaptées à leur situation personnelle ;

c) veiller à ce que les victimes puissent faire acter dans le procès-verbal l'information nécessaire concernant le dommage matériel et immatériel subi et puissent se déclarer personne lésée ;

d) renvoyer les victimes vers un service d'assistance aux victimes approprié, en tenant compte dans la mesure du possible de la langue dans laquelle la victime souhaite s'exprimer et de la langue des services mentionnés à l'article 1, 8°, 10°à 16°;

e) les fonctionnaires de police peuvent dans le cadre de leur fonction d'assistance aux victimes, être assistés par un service d'assistance policière aux victimes ;

2° développe une formation et une sensibilisation en matière d'assistance aux victimes à l'intention de tous les fonctionnaires de police, par l'intermédiaire du service d'assistance policière aux victimes compétent pour le service de police ou les académies de police ;
3° prévoit, au niveau de la Police Fédérale et au niveau de la Commission permanente de la police locale, une personne de contact et un suppléant afin d'encourager de manière structurelle un dialogue permanent et une collaboration avec d'autres instances en matière d'assistance aux victimes, tant au niveau fédéral que communautaire, régional et local.

Art. 8. Dans le cadre de sa compétence visée à l'article 3, 2°, et vu l'article 3*bis* de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale, l'État fédéral :

1° prend les mesures nécessaires de manière à ce que les intérêts de la victime soient reconnus et que celle-ci puisse être partie à la procédure judiciaire ;
2° mène une politique qui tende à un traitement correct et consciencieux des victimes et fournit à celles-ci la garantie de recevoir l'information concernant leur position et leurs droits au sein de la procédure judiciaire, le déroulement de la procédure pénale, l'exécution éventuelle de la peine par l'auteur des faits et les possibilités d'obtenir réparation du dommage subi. Les magistrats et les membres du personnel des parquets et des tribunaux fournissent cette information ;
3° optimalise les possibilités offertes à la victime d'obtenir réparation du dommage matériel et immatériel subi ;
4° veille à ce qu'une formation adéquate et continuée en matière d'assistance aux victimes soit organisée à destination de la magistrature et des membres du personnel des parquets et des tribunaux ;
5° favorise l'uniformité de la politique en faveur des victimes au sein de l'ordre judiciaire via le Collège des procureurs généraux, dans ce but, un membre du Collège est spécifiquement chargé de la politique judiciaire en faveur des victimes ;
6° prévoit, au niveau du Service public fédéral Justice, au sein de la direction générale législation et des droits et libertés fondamentaux, une personne de contact et un suppléant afin d'encourager de manière structurelle un dialogue permanent et une collaboration avec d'autres instances en matière d'assistance aux victimes, tant au niveau fédéral que communautaire et régional.

Art. 9. Dans le cadre de sa compétence visée à l'article 4, la Communauté française :

1° fournit aux personnes de contact visées à l'article 7, 3°, à l'article 8, 6° et à l'article 10, 2°, les adresses des services visés à l'article 1, 8°, 10°, 12° et 13° désignés par la Communauté française ainsi que tout changement d'adresse ;
2° veille à ce qu'une formation adéquate et continuée en matière d'assistance aux victimes soit organisée à destination des intervenants des services visés à l'article 1er, 8°, 10°, 12° et 13° ;
3° prévoit au sein de l'Administration générale des Maisons de justice une personne de contact et un suppléant afin d'encourager de manière structurelle un dialogue permanent et une collaboration avec d'autres instances en matière d'assistance aux victimes, tant au niveau fédéral que communautaire, régional et local.

Art. 10. Dans le cadre de sa compétence visée à l'article 5, la Région wallonne:

1° fournit aux personnes de contact visées à l'article 7, 3°, à l'article 8, 6°, et à l'article 9, 3°, les adresses des services visés à l'article 1, 11°, 14° et 15° désignés par la Région wallonne ainsi que tout changement d'adresse ;

2° prévoit une personne de contact et un suppléant afin d'encourager de manière structurelle un dialogue permanent et une collaboration avec d'autres instances en matière d'assistance aux victimes, tant au niveau fédéral que communautaire, régional et local.

Art. 11. § 1er. Sans préjudice de l'application des articles 7 à 10, les parties prennent, en ce qui concerne la collaboration et le renvoi, les engagements décrits aux paragraphes suivants.

§ 2. L'État fédéral s'engage à ce que les services de police :

1° informent chaque victime, avec qui les services de police sont en contact, de l'existence des services d'assistance policière aux victimes, des services d'accueil des victimes et des services d'aide aux victimes, de leurs missions telles que décrites à l'article 1er, 6°, 8° et 10°, et à l'article 4, 1° et 2°, et de leurs coordonnées ; cette information est réalisée au moyen de l'attestation de dépôt de plainte ;
2° s'assurent d'une assistance policière aux victimes de qualité, pour laquelle le fonctionnaire de police peut faire appel au policier spécialisé de référence ou au service d'assistance policière aux victimes ;
3° communique aux victimes concernées les coordonnées des lignes téléphoniques et de chat visés à l'article 6.

À l'alinéa 1er, 2° les membres du cadre opérationnel des services de police ou le service d'assistance policière aux victimes , selon les besoins, :

1° orientent les victimes qui souhaitent une information et une assistance dans le cadre de procédure judiciaire vers un service d'accueil des victimes ;
2° orientent les victimes qui souhaitent une aide sociale ou une aide psychologique vers un service d'aide aux victimes, selon la procédure suivante :

a) proposer à la victime de compléter un formulaire de renvoi conformément au contenu figurant à titre indicatif en annexe 1, signifiant le souhait de la victime d'être contactée par le service d'aide aux victimes ;
b) transmettre le formulaire au service d'aide aux victimes ;

3° orientent les victimes qui le souhaitent ou pour lesquelles cela semble approprié vers d'autres personnes ou services, par exemple :

a) mettre les victimes qui souhaitent un accueil résidentiel immédiat, de préférence directement, en contact avec une maison d'accueil ;
b) orienter les victimes de violences entre partenaires et de violences fondées sur le genre vers les services et les dispositifs d'accompagnement des victimes de violences entre les partenaires et des violences fondées sur le genre ou les services d'aide aux victimes concernés ;
c) orienter les mineurs en danger ou en difficulté vers les conseillers de l'aide à la jeunesse de l'arrondissement ;
d) orienter les mineurs victimes de maltraitance vers une équipe SOS Enfants ;
e) informer toute personne concernée de manière directe ou indirecte par un accident de la route ayant entraîné des dommages corporels ou psychiques graves de l'existence du département Accompagnement des victimes de la route.

À l'alinéa 1er, 2°, le fonctionnaire de police mentionne dans le procès-verbal ou dans tout autre support d'information écrit de la police l'offre de renvoi de la victime mais n'indique pas la décision de la victime.

§ 3. Le magistrat du parquet ou le juge d'instruction peuvent saisir le service d'accueil des victimes en vue de l'exécution de leurs missions telles que décrites à l'article 1er, 8°, et à l'article 4, 1°.

L'État fédéral facilite le fait que les victimes qui s'adressent directement au pouvoir judiciaire, soient orientées, lorsque leur situation spécifique, leurs besoins ou leurs attentes le nécessitent, vers un service d'assistance aux victimes approprié.

§4. La Communauté française s'engage à ce que :

1° les services d'aide aux victimes :
   a) prennent, dans les meilleurs délais, l'initiative de contacter les victimes renseignées sur le formulaire de renvoi reçu des services de police ;
   b) assurent un suivi à l'égard du service de police ayant procédé au renvoi direct, conformément au contenu figurant à l'annexe 2 ;
2° les services d'aide aux victimes orientent les victimes qui souhaitent une information et une assistance dans le cadre de la procédure judiciaire vers les services d'accueil des victimes ;
3° les services d'accueil des victimes orientent les victimes qui souhaitent une aide sociale ou une aide psychologique vers les services d'aide aux victimes ;
4° si les victimes le souhaitent, ces services les orientent vers d'autres personnes ou services.

Chapitre 4. Les structures de concertation

Art. 12. § 1er. Il existe dans chaque arrondissement judiciaire ou division d'arrondissement judiciaire un conseil d'arrondissement pour une politique en faveur des victimes qui se réunit au minimum une fois par an.

§ 2. Le conseil d'arrondissement pour une politique en faveur des victimes a pour mission de :

1° concrétiser et implanter les dispositions prises dans le présent accord de coopération en vue d'une assistance aux victimes intégrale en tenant compte de la situation spécifique de la région et des besoins des victimes ;
2° soutenir et suivre la collaboration entre les services et acteurs compétents de l'État fédéral, de la Communauté française et de la Région wallonne, entre autres en proposant et développant les mesures de politique nécessaires ;
3° rapporter annuellement aux autorités compétentes, sous la forme d'un rapport, les difficultés qui se posent dans le cadre de la politique en faveur des victimes et proposer de possibles améliorations.
4° examiner les propositions formulées par l'équipe ou les équipes psychosociales visées à l'article 14 pour faire face aux problèmes et aux difficultés rencontrées au sein de l'arrondissement.

§ 3. Le conseil d'arrondissement pour une politique en faveur des victimes est composé :

1° du procureur du Roi ou du magistrat de liaison accueil des victimes ;
2° de représentants du ou des services d'aide aux victimes ;
3° des chefs de corps des zones de police ou de leurs représentants, éventuellement accompagnés d'un représentant du service d'assistance policière aux victimes ;
4° du directeur-coordinateur de la police fédérale, éventuellement accompagné d'un représentant du service d'assistance policière aux victimes ;
5° d'un ou de représentants du barreau ;
6° du ou des directeurs de la ou des maisons de justice ;
7° d'assistants de justice du ou des services d'accueil des victimes ;

8° des personnes de contact visées à l'article 7, 3°, à l'article 9, 3° et à l'article 10, 2° ;
9° d'un représentant de l'Agence wallonne pour la Sécurité routière ;
10° selon l'objet des réunions, de tout autre service, invité par le président.

§ 4. Le conseil d'arrondissement pour une politique en faveur des victimes est présidé par le procureur du Roi ou le magistrat de liaison accueil des victimes.

Le secrétariat du conseil d'arrondissement est assumé à tour de rôle par les représentants des services qui composent l'équipe ou les équipes psychosociales.

Art. 13. § 1er. Le conseil d'arrondissement pour une politique en faveur des victimes établit une ou plusieurs équipes psychosociales d'assistance aux victimes.

L'équipe psychosociale se réunit au moins quatre fois par an.

§ 2. L'équipe psychosociale a pour mission de :

1° déterminer, dans la ligne du présent accord de coopération, la répartition des tâches entre les services composant l'équipe psychosociale et développer la collaboration entre ces services et avec les autres services et personnes qui apportent une contribution à l'assistance individuelle aux victimes dans le champ territorial de l'équipe psychosociale ;
2° informer le conseil d'arrondissement des questions de terrain et lui proposer des thèmes de réflexion.

§ 3. L'équipe psychosociale est composée au moins :

1° d'un assistant de justice du service d'accueil des victimes ;
2° d'un membre du personnel d'un service d'assistance policière aux victimes ;
3° d'un membre du personnel d'un service d'aide aux victimes.

§ 4. La présidence et le secrétariat de l'équipe psychosociale sont organisés en son sein.

CHAPITRE 5 Les implications budgétaires

Art. 14. Les implications budgétaires des missions reprises dans le présent accord de coopération sont à charge de toutes les parties en fonction de la répartition des compétences fixées dans la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles du et subordonnées à l'Etat des budgets respectifs votés annuellement par les assemblées parlementaires des parties.

CHAPITRE 6. Dispositions finales

Art. 15. Le protocole d'accord du 5 juin 2009 entre l'Etat, la Communauté française et la Région wallonne en matière d'assistance aux victimes est abrogé.

Art. 16. Le présent accord de coopération entre en vigueur au moment de l'entrée en vigueur du dernier acte législatif d'assentiment.

Deux ans après l'entrée en vigueur de l'accord de coopération et à chaque fois que les parties l'estimeront nécessaire, une évaluation de son application est réalisée par les parties à l'accord et prend la forme d'un rapport qui sera transmis aux autorités compétentes.

Chaque autorité compétente peut dénoncer l'accord de coopération moyennant un préavis de trois mois.

Bruxelles, le 06 JUIL. 2023

Pour l'Etat fédéral,

Le Ministre de la Justice,

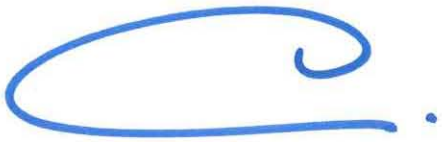
Vincent VAN QUICKENBORNE

La Ministre de l'Intérieur,

Annelies VERLINDEN

Pour la Communauté française,

Le Ministre-Président,

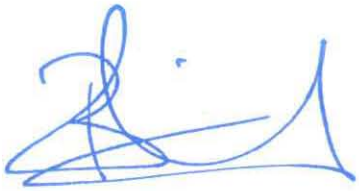


Pierre-Yves JEHOLET

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et des Maisons de Justice,

Valérie GLATIGNY

La Ministre de l'Enfance,



Bénédicte LINARD

Pour la Région wallonne,

Le Ministre-Président,

Elio DI RUPO

La Ministre de la Santé et de l'Action sociale,

Christie MORREALE

La Ministre de la sécurité routière,

Valérie DE BUE

Annexe n°1. Le contenu du formulaire de renvoi du service de police vers le service d'aide aux victimes

==========

Je soussigné, ...
autorise le service d'aide aux victimes de l'arrondissement judiciaire
de ..... à me contacter au sujet de ma plainte
relative à .....
L'adresse:
.....
Le numéro de téléphone:
.....
La langue :
.....
Le verbalisant:
.....
Le numéro de PV:
.....
Le service de police:
.....
La date du dépôt de plainte:
.....

La signature de la victime et la date :
.....

Vu pour être annexé à l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté française et la Région wallonne en matière d'assistance aux victimes.

Bruxelles, le 06 JUIL. 2023

Pour l'Etat fédéral,

Le Ministre de la Justice,

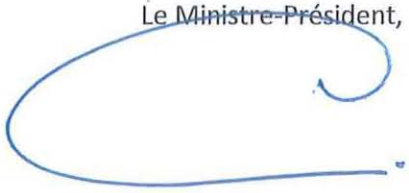
Vincent VAN QUICKENBORNE

La Ministre de l'Intérieur,

Annelies VERLINDEN

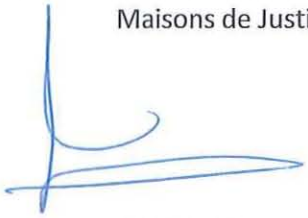
Pour la Communauté française,

Le Ministre-Président,



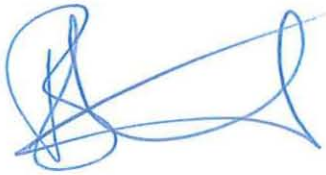
Pierre-Yves JEHOLET

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et des Maisons de Justice,



Valérie GLATIGNY

La Ministre de l'Enfance,



Bénédicte LINARD

Pour la Région wallonne,

Le Ministre-Président,

Elio DI RUPO

La Ministre de la Santé et de l'Action sociale,

Christie MORREALE

La Ministre de la sécurité routière,

Valérie DE BUE

Annexe n°2. Le contenu du feedback du service d'aide aux victimes au service de police
==========

Le service d'aide aux victimes de .....
accuse bonne réception du formulaire de renvoi vers le service d'aide aux victimes concernant ..... (nom et prénom de la victime).
Je confirme que le service a bien pris contact avec cette personne ou va prendre contact avec elle dans les plus brefs délais.

Salutations les meilleures

Date Cachet Signature

Vu pour être annexé à l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté française et la Région wallonne en matière d'assistance aux victimes.

Bruxelles, le 06 JUIL. 2023

Pour l'Etat fédéral,

Le Ministre de la Justice,

Vincent VAN QUICKENBORNE

La Ministre de l'Intérieur,

Annelies VERLINDEN

Pour la Communauté française,

Le Ministre-Président,

Pierre-Yves JEHOLET

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et des Maisons de Justice,

Valérie GLATIGNY

La Ministre de l'Enfance,

Bénédicte LINARD

Pour la Région wallonne,

Le Ministre-Président,

Elio DI RUPO

La Ministre de la Santé et de l'Action sociale,

Christie MORREALE

La Ministre de la sécurité routière,

Valérie DE BUE

ACCORD DE COOPERATION ENTRE
L'ETAT FEDERAL, LA COMMUNAUTE FRANCAISE ET LA REGION WALLONNE EN MATIERE D'ASSISTANCE AUX VICTIMES

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames,
Messieurs,

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Depuis les années 80, la politique en faveur des victimes développée en Belgique a donné lieu à diverses initiatives prises tant par l'autorité fédérale que par les Communautés et les Régions afin de rencontrer les besoins des victimes. Différents services ont vu le jour en fonction des compétentes de chaque niveau de pouvoir (dont notamment les bureaux d'assistance aux victimes[1], les services d'aide aux victimes et les services d'accueil des victimes) et une coordination a dû se mettre en place sur le terrain.

La politique en faveur des victimes d'infractions conçue et mise en œuvre par les pouvoirs publics a un **double objectif** :

- Eviter une victimisation secondaire pouvant résulter de l'intervention judiciaire en mettant tout en œuvre pour qu'au traumatisme causé par l'infraction elle-même, ne s'ajoute pas un second traumatisme ou une aggravation du premier, par le fait du traitement de l'affaire par la police, la justice ou tout autre intervenant ;
- Permettre à la victime de surmonter son traumatisme et de retrouver le plus rapidement possible un nouvel équilibre.

En vue de la mise en œuvre de cette politique en faveur des victimes, différents actes normatifs ont été pris dont notamment la loi du 1er août 1985 sur l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence, la loi dite Franchimont du 12 mars 1998 qui a modifié le Code d'instruction criminelle, l'accord de coopération du 7 avril 1998 entre l'État fédéral et la Communauté flamande en matière d'assistance aux victimes, les protocoles d'accord du 5 juin 2009 en matière d'assistance aux victimes, la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté, la loi du 15 décembre 2013 portant diverses dispositions en vue d'améliorer le statut de la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine et la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement.

[1] Dénommés depuis lors « services d'assistance policière aux victimes ».

Des circulaires ministérielles ont également été adoptées (par exemple la circulaire GPI 58 concernant l'assistance policière aux victimes[2] et la circulaire COL 16/2012 relative à l'accueil des victimes au sein des parquets et des tribunaux[3]) et des structures destinées à favoriser et à garantir la mise en œuvre de la politique ont été mises en place (dont notamment les conseils d'arrondissement pour une politique en faveur des victimes et le Forum national pour une politique en faveur des victimes).

Les droits des victimes sont également inscrits dans la Directive 2012/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité et remplaçant la décision-cadre 2001/220/JAI du Conseil.

D'autres textes européens destinés à renforcer la politique en faveur des victimes ont également vu le jour avec pour préoccupation centrale la prise en compte des victimes et la place de celles-ci au sein des dispositifs mis en place dont notamment :

- la Directive 2004/80/CE du Conseil du 29 avril 2004 relative à l'indemnisation des victimes de la criminalité ;
- la directive 2010/64/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2010 relative au droit à l'interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales ;
- la Directive 2011/93/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que la pédopornographie et remplaçant la décision-cadre 2004/68/JAI du Conseil ;
- la Convention du Conseil de l'Europe du 25 octobre 2007 sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels ;
- la Convention du Conseil de l'Europe du 11 mai 2011 sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique ;
- la Directive 2017/541 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 relative à la lutte contre le terrorisme et remplaçant la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil et modifiant la décision 2005/671/JAI du Conseil.

Pour ce qui concerne la collaboration entre les différents secteurs, seule la partie néerlandophone du pays s'est dotée jusqu'ici d'un accord de coopération en matière d'assistance aux victimes.[4] Un tel accord n'a en effet jamais été conclu pour la partie francophone du pays.

Toutefois, un protocole d'accord en matière d'assistance aux victimes a été adopté le 5 juin 2009 entre l'Etat fédéral, la Communauté française et la Région wallonne.

Suite à la 6e réforme de l'Etat qui a notamment abouti au transfert des compétences des maisons de justice – dont l'accueil des victimes – vers les Communautés et, en ce qui concerne la partie francophone du pays, également de l'aide aux justiciables – dont l'aide aux victimes – de la Région à la Communauté française, il est apparu nécessaire de relancer les travaux relatifs à la conclusion d'un accord de coopération pour la Région wallonne. L'objectif visé étant d'aboutir à une collaboration

[2] Circulaire GPI 58 du 4 mai 2007 concernant l'assistance policière aux victimes dans la police intégrée, structurée à deux niveaux.

[3] COL 16/2012 du 12 novembre 2012 – Circulaire commune du ministre de la justice et du Collège des procureurs généraux près les cours d'appel relative à l'accueil des victimes au sein des parquets et des tribunaux.

[4] Accord de coopération du 7 avril 1998 entre l'État fédéral et la Communauté flamande en matière d'assistance aux victimes. Cet accord fut entériné par une loi le 11 avril 1999 et par un décret le 15 décembre 1998.

structurelle entre les différents niveaux de pouvoir en charge de la thématique des victimes afin de leur offrir un accompagnement parfaitement coordonné et de qualité.

Les deux objectifs principaux du présent accord de coopération sont de prévoir un modèle de collaboration, d'orientation et de renvoi entre les différents services d'assistance aux victimes et la reconnaissance officielle des structures de concertation existantes dans la partie francophone du pays. Les autorités concernées s'engagent en outre à une attention durable envers la problématique des victimes. Un esprit de coopération entre les différents niveaux de pouvoir, dans le respect des compétences de chacun, aidera à garantir une politique cohérente en la matière.

L'accord de coopération comprend six chapitres : les dispositions générales (art. 1 à 2), les compétences et missions des différentes parties à l'accord (art. 3 à 5), leurs engagements (art. 6 à 11),les structures de concertation (art. 12 à 13), les implications budgétaires (art. 14) et les dispositions finales (art. 15 à 16).

Le Conseil d'Etat a rendu un avis sur l'avant-projet de décret de la Communauté française 'portant assentiment à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté française et la Région wallonne en matière d'assistance aux victimes' le 9 avril 2019 (voir avis n° 65.628/VR) et sur l'avant-projet de loi 'portant assentiment à accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté française et la Région wallonne en matière d'assistance aux victimes' le 20 mai 2019 (voir avis n° 65.798/1).

Le projet d'accord de coopération a également été soumis à l'Autorité de protection des données qui n'a pas formulé de commentaires, les articles impliquant un traitement de données à caractère personnel étant de la compétence de l'Organe de contrôle de l'information policière (voir avis n°74/2019 du 20 mars 2019). Le projet d'accord a donc été soumis à l'Organe de contrôle de l'information policière qui a rendu son avis le 14 mars 2019 (voir avis portant la référence DA190009).

Deux avis à propos du projet d'accord de coopération ont également été rendus par le Collège des procureurs généraux (en date du 5 mars 2019 et du 2 juin 2020).

EXAMEN DES ARTICLES

Article premier

Cet article définit les termes utilisés dans l'accord. Les missions de chacun des services œuvrant auprès des victimes y sont notamment précisées afin de permettre d'appréhender au mieux les compétences propres de chacun d'entre eux.

La définition de victime reprise est celle du protocole d'accord en matière d'assistance aux victimes conclu en 2009. Cette définition reprend la notion de proches et non de membres de la famille comme c'est le cas dans la directive européenne 2012/29/UE susmentionnée.

Dans la directive européenne, il est précisé que les membres de la famille d'une personne dont le décès résulte directement d'une infraction pénale et qui ont subi un préjudice du fait du décès de cette personne sont également considérés comme victimes.

Dans l'accord de coopération, la définition de proche vise également les proches qui ont subi un préjudice mais il n'est pas précisé que ce préjudice est lié au décès de la victime. Cette définition est donc plus large sur ce point que celle de la directive européenne, ce qui correspond bien à l'esprit de la directive européenne qui précise, dans son considérant n°11, qu'elle se contente de « *définir des règles minimales* » et que « *les États membres peuvent élargir les droits définis dans la présente directive pour offrir un degré de protection plus élevé* ».

Par ailleurs, la définition de victime reprise dans l'accord de coopération vise bien tous les cas où il y a intervention de l'autorité judiciaire, l'infraction ne doit pas forcément être établie de prime abord. Nous pensons notamment aux victimes d'accidents (par exemple accidents de la route ou du travail), aux victimes d'urgences collectives ou aux suicides.

La notion de proche est définie de la manière suivante « ayant droit de la victime directe ou toute personne ayant un rapport affectif avec celle-ci ».
Par « ayant droit de la victime directe » on entend ses héritiers légaux (conjoint, enfants, père et mère, frères, sœurs…).

Par « toute personne ayant un rapport affectif » on vise notamment le partenaire lorsqu'il s'agit d'un couple de cohabitants ou les personnes qui sont à la charge de la victime, autres que les enfants, la personne autre que le père ou la mère chez qui le mineur d'âge séjourne réellement. La notion de « rapport affectif » est préférée ici à celle de « relation intime » figurant dans la directive européenne parce que plus large.

Article 2

L'article 2 précise la coopération structurelle organisée en matière d'assistance aux victimes.

Une collaboration étroite entre l'État fédéral, la Communauté française et la Région wallonne est nécessaire afin d'éviter que le morcellement des compétences n'entrave la conduite d'une politique cohérente.

Cette coopération structurelle vise à aboutir à une assistance et à un service de qualité en faveur des victimes et à limiter autant que possible la victimisation secondaire. Une assistance et un service de qualité en faveur des victimes commence par une offre uniforme, cohérente et globale, centrée sur

la continuité des interventions. Pour ce faire, il est important de prendre en charge les victimes le plus rapidement possible, mais toujours de manière individualisée, de prévoir une bonne information des victimes au sujet des différents services qui peuvent lui apporter une aide et une assistance et de les orienter de manière adéquate vers ces différents services.

Un accord de coopération doit ainsi garantir, par exemple, un passage sans accroc de l'assistance aux victimes fournie par les services de police vers les services responsables de l'accompagnement des victimes durant la procédure judiciaire et de l'aide sociale et psychologique aux victimes.

Suivant les avis du Conseil d'Etat rendus le 9 avril 2019 et la 20 mai 2019, l'article 2 précise les arrondissements judiciaires concernés par le présent accord et stipule explicitement que le présent accord de coopération, n'étant pas conclu avec la Communauté germanophone, ne s'applique que sur le territoire de la région de langue française.

Cette coopération structurelle ne porte bien entendu pas atteinte aux formes de collaboration qui peuvent exister ou se développer entre les services d'assistance aux victimes mentionnés dans l'accord de coopération et d'autres services d'assistance aux victimes parfois plus spécialisés. Nous pensons notamment au Centre de prise en charge des violences sexuelles chargé de fournir gratuitement des soins médico-légaux, psychologiques et une prise en charge policière aux victimes de violences sexuelles, 24h/24, 7j/7.

Article 3

L'article 3 de l'accord rappelle succinctement les différentes compétences et missions de l'État fédéral, notamment l'assistance policière aux victimes et la politique judiciaire en faveur des victimes.

Au niveau de l'assistance policière aux victimes

L'assistance aux victimes fait partie intégrante des missions policières.

L'article 46 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police constitue la base légale de l'action policière en matière d'assistance aux victimes : *« Les services de police mettent les personnes qui demandent du secours ou de l'assistance en contact avec des services spécialisés. Ils portent assistance aux victimes d'infractions notamment en leur procurant l'information nécessaire. »*

Le fonctionnaire de police est souvent la première personne à entrer en contact avec la victime et a, par conséquent, l'obligation de lui assurer un accueil adéquat ainsi qu'un soutien émotionnel.

L'article 123 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux précise que *« Les fonctionnaires de police contribuent en tout temps et en toutes circonstances à la protection des citoyens et à l'assistance que ces derniers sont en droit d'attendre, ainsi que, lorsque les circonstances l'exigent, au respect de la loi et au maintien de l'ordre public. »*

L'article 3bis du Titre préliminaire du Code de procédure pénale précise également que *« Les victimes et leurs proches doivent être traités de façon correcte et consciencieuse, en particulier en leur fournissant l'information nécessaire et en les mettant, s'il échet, en contact avec les services spécialisés et notamment les assistants de justice. »*

La circulaire GPI 58 concernant l'assistance policière aux victimes dans la police intégrée structurée à deux niveaux organise l'assistance aux victimes au sein de la police fédérale et de la police locale.

Chaque zone de police doit disposer d'un collaborateur spécialisé, membre du personnel des services de police, afin de conseiller les fonctionnaires de police et les assister dans l'accomplissement de leurs missions (Arrêté royal du 17 septembre 2001 déterminant les normes d'organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population).

Cette tâche peut être confiée intégralement à un fonctionnaire de police ou à un membre du personnel civil possédant un diplôme adéquat. Une telle personne doit être rappelable en permanence au sein de chaque zone. On peut concevoir cette fonction en collaboration avec d'autres zones.

La police fédérale dispose d'assistants sociaux au niveau des arrondissements judiciaires. Ces assistants sociaux relèvent, au niveau de l'organisation, des services du Directeur coordinateur. Ils travaillent au service des directions de la police fédérale dont le personnel est en contact direct avec les victimes.

Subsidiairement, et pour autant que la charge de travail le permette, le collaborateur spécialisé de la police fédérale (assistants sociaux) peut fournir un appui ponctuel aux zones de police.

Les collaborateurs chargés de l'assistance policière aux victimes au sein des zones de police locale et de la police fédérale ont pour mission :

- d'assurer la sensibilisation et la formation continuée des membres du corps ;
- de recueillir et de diffuser, au sein du corps, les informations liées à l'assistance aux victimes ;
- d'assister les victimes dans certaines circonstances, par exemple dans des situations de crise émotionnelle ou de victimisation graves (…) ;
- d'orienter les victimes qui ont besoin d'une aide psychosociale vers les services compétents ;
- d'établir des contacts et une collaboration avec ces instances d'aide ;
- de participer aux structures de concertation.[5]

Par rapport aux victimes, la mission du fonctionnaire de police s'articule autour de cinq grandes tâches :

- l'accueil ;
- l'assistance pratique ;
- l'information et l'orientation ;
- la rédaction du procès-verbal ;
- la reprise de contact avec la victime.

L'accompagnement psychosocial et thérapeutique ne relève pas des tâches de la police.

Selon la circulaire PLP 27 du 4 novembre 2002 sur l'intensification et la stimulation de la coopération interzonale, des accords peuvent être conclus entre plusieurs zones limitrophes afin de fournir de façon permanente, une assistance et un accueil adéquat.

Au niveau de la politique judiciaire en faveur des victimes

Tous les membres de l'ordre judiciaire doivent assister correctement et consciencieusement les citoyens avec lesquels ils sont en contact. Cela vaut plus particulièrement pour les victimes de crimes

[5] Voyez la Circulaire ministérielle PLP10 du 9 octobre 2001 concernant les normes d'organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population.

et de délits et leurs proches. Ils doivent leur fournir l'information de base et au besoin, les renvoyer vers des services spécialisés.

En mars 1998, en référence à la loi Franchimont, le droit général à l'information et au traitement correct des victimes est formellement exprimé dans l'article 3*bis* du Titre préliminaire du Code d'instruction criminelle. Cela forme la base légale pour la politique judiciaire en faveur des victimes en Belgique.

Ainsi, cet article 3*bis*, dans son premier alinéa, prévoit que *« Les victimes d'infractions et leurs proches doivent être traitées de façon correcte et consciencieuse, en particulier en leur fournissant l'information nécessaire, et en les mettant s'il échet, en contact avec les services spécialisés et notamment, avec les assistants de justice. »*

Par la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, il est ajouté à cet article que *« Les victimes reçoivent notamment les informations utiles sur les modalités de constitution de partie civile et de déclaration de personne lésée. »*

L'assistant de justice chargé de l'accueil des victimes est membre du personnel de l'Administration générale des Maisons de Justice de la Communauté française. Cependant, il exerce la plupart du temps ses activités dans les locaux du parquet du procureur du Roi ou au palais de justice. De la sorte, cela rend possible un contact permanent avec les magistrats et le personnel des parquets et des tribunaux, et permet de construire une collaboration étroite et une relation de confiance et de la conserver.

L'assistant de justice intervient à la demande d'un magistrat, sur base d'une saisine écrite. Il peut également intervenir à la demande de victimes ou de leurs proches. Dans ce cas, il en informe le magistrat en charge du dossier répressif.

Le Procureur général garantit l'élaboration d'une politique en faveur des victimes cohérente et uniforme et est assisté dans cette tâche par l'Administration générale des Maisons de justice de la Communauté française.

L'accueil des victimes auprès des parquets et tribunaux est développé plus en détails par la circulaire COL 16/2012 relative à l'accueil des victimes au sein des parquets et des tribunaux. Ainsi, un magistrat de liaison pour l'accueil des victimes a été désigné dans chaque parquet du procureur du Roi et parquet général.

Article 4

La Communauté française est compétente pour l'accueil des victimes, pour l'aide aux victimes, pour l'aide à la jeunesse et pour les équipes SOS Enfants.

1° La compétence de l'accueil des victimes est mise en œuvre par l'Administration générale des Maisons de justice via les assistants de justice du service d'accueil des victimes.

Les assistants de justice chargés de l'accueil des victimes ont les tâches de base suivantes:

- Fournir aux victimes d'infraction et à leurs proches des informations sur la procédure judiciaire en général et sur les droits que les victimes ont dans ce cadre, ainsi que des informations spécifiques sur leur dossier et sur la procédure en cours, avec l'accord du

magistrat et ce, tout au long de cette procédure (du dépôt de plainte à l'exécution de la peine ou de l'internement) ;
- Accompagner les victimes et leurs proches dans certaines démarches et les soutenir à différents moments de la procédure judiciaire (comme par exemple lors de la constitution de partie civile, la reconstitution, la consultation du dossier, les audiences devant le tribunal ou la restitution des pièces à conviction) et lors des différentes étapes de l'exécution de la peine ou de l'internement ;
- Les orienter vers d'autres services en fonction de leurs besoins et des difficultés rencontrées (par exemple pour une aide juridique – de première ou de deuxième ligne – ou un accompagnement psychologique et/ou social) et collaborer avec les services locaux ;
- Signaler les difficultés rencontrées par les victimes dans leurs contacts avec l'institution judiciaire et sensibiliser les acteurs judiciaires aux besoins spécifiques et aux droits des victimes.

  Ils contribuent à ce que les victimes d'infractions reçoivent l'attention nécessaire durant la procédure judiciaire et qu'elles puissent faire valoir leurs droits.

2° La compétence de l'aide aux victimes est mise en œuvre par l'Administration générale des Maisons de justice via des partenaires agréés (décret du 13 octobre 2016 portant sur l'agrément et le subventionnement des partenaires qui apportent de l'aide aux justiciables).

Les partenaires agréés ont pour mission de proposer une aide sociale et une aide psychologique destinée à soutenir les personnes qui sont confrontées aux conséquences directes et indirectes de l'infraction et de la victimisation.

Les services d'aide aux victimes sont ouverts aux personnes physiques ou morales qui ont subi un dommage résultant directement d'une infraction pénale ou d'un fait susceptible d'être qualifié comme tel ainsi qu'à leurs proches.

Dans le cadre de sa mission d'aide sociale, le service d'aide aux victimes :
- soutient la victime pour faire face aux conséquences d'une situation infractionnelle ou potentiellement infractionnelle ;
- l'informe, l'oriente et la soutient dans ses relations avec la police et les instances judiciaires. Il peut par exemple, à la demande de la victime, accompagner celle-ci lors d'un dépôt de plainte auprès d'un service de police ou lors d'une audience devant le tribunal. En outre, il peut disposer d'un agrément délivré par le SPF Justice pour accompagner les victimes devant le tribunal d'application des peines ou la commission pour l'aide financière aux victimes ;
- lui facilite l'accès aux instances et organisations spécialisées ;
- aide la victime à sa réinsertion active dans la société en évaluant avec la victime ses besoins et ressources et en définissant des priorités afin qu'elle trouve un nouvel équilibre de vie.

Dans le cadre de sa mission d'aide psychologique, le service d'aide aux victimes :
- soutient la victime pour faire face aux conséquences directes et indirectes d'une infraction pénale ou aux problèmes particuliers liés à sa situation spécifique ;
- propose à la victime, au départ du préjudice subi, un soutien thérapeutique spécialisé et personnalisé centré sur les conséquences directes du traumatisme et sur l'assimilation du choc.

Le service d'aide aux victimes SOS Viol organise et gère en outre une ligne téléphonique gratuite 0800/98100 ainsi qu'un service de chat auxquels les victimes de violences sexuelles peuvent avoir accès de manière anonyme. Ces services doivent être communiqués pour la liste prévue à l'article 6.

4° Depuis 1985, la Communauté française agrée et subventionne les services « SOS Enfants » qui ont pu, à maintes reprises, démontrer leur savoir-faire et la qualité de leurs interventions (voir le décret du 12 mai 2004 de la Communauté française relatif à l'Aide aux enfants victimes de maltraitance).

Le Service SOS Enfants de l'Office de la Naissance et de l'Enfance assure le suivi des équipes SOS Enfants (postnatales et anténatales) dispersées sur le territoire de la Communauté française.

Les équipes SOS Enfants sont des services pluridisciplinaires spécialisés dans le dépistage et la prise en charge des situations de maltraitance d'enfants, qui ont pour objet d'apporter une aide appropriée à l'enfant victime ou en situation de risque de maltraitance. Elles peuvent également assurer la prise en charge thérapeutique des mineurs d'âge auteurs d'infractions à caractère sexuel.

Les personnes confrontées à une situation de maltraitance d'enfants peuvent entrer en contact avec les équipes SOS Enfants par téléphone, par écrit ou lors d'une rencontre à leur permanence. Un signalement peut être réalisé tant par un professionnel que par une personne privée (entourage de l'enfant, voisins…). Une équipe SOS Enfants peut également intervenir de sa propre initiative.
Il est à souligner que les équipes SOS Enfants traitent aussi bien des situations judiciarisées que non-judiciarisées

Par ailleurs, la Communauté française a créé la fonction de Délégué général aux droits de l'enfant. Sa mission générale est de veiller à la sauvegarde des droits et des intérêts des enfants en informant sur les droits des enfants, en vérifiant l'application des lois, en formulant des propositions et en recevant des informations, plaintes ou demandes de médiation relatives à des atteintes portées aux droits et intérêts des enfants. Les pouvoirs d'interpellation et d'investigation du Délégué général lui permettent de mener directement sa propre enquête.

Il y a dans chaque division d'arrondissement judiciaire un conseiller de l'aide à la jeunesse, autorité mandante communautaire indépendante chargée d'apporter une aide spécialisée aux jeunes se trouvant dans une situation de difficulté ou de danger en mettant en place un programme d'aide approprié (voir le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse). Un service de l'aide à la jeunesse est mis à la disposition du conseiller pour l'assister dans l'exercice de ses compétences. Les personnes confrontées à une situation de mineur en danger ou en difficulté peuvent entrer en contact avec ce service par téléphone, par écrit ou lors d'une rencontre à leur permanence.

Le service SOS Enfant organise et gère le service de chat « Maintenant j'en parle » https://www.maintenantjenparle.be/ auquel les jeunes concernés par la maltraitance sexuelle peuvent avoir accès de manière anonyme et gratuite. Ce service doit être communiqués pour la liste prévue à l'article 6.

Article 5

Le Code wallon de l'action sociale et de la santé réglemente et organise l'agrément et le subventionnement des services de santé mentale (art. 539 à 624). Il s'agit de structures ambulatoires qui, par une approche pluridisciplinaire et en collaboration avec d'autres services ou personnes concernées par la santé mentale assurent l'accueil, le diagnostic et le traitement psychiatrique, psychologique ou psychosocial des personnes.

Le Code wallon de l'action sociale et de la santé réglemente également les maisons d'accueil qui ont pour mission d'assurer aux personnes en difficultés sociales un accueil, un hébergement limité dans

le temps ainsi qu'un accompagnement adapté afin de les soutenir dans l'acquisition ou la récupération de leur autonomie (art. 69 à 117).

Le code wallon de l'action sociale et de la santé (art.149/13 à 149/19) régissent l'agrément des Services et dispositifs d'accompagnement des violences entre partenaires et des violences fondées sur le genre. Ceux-ci sont chargés de fournir un accompagnement global aux personnes victimes de violences entre partenaires ou de violences fondées sur le genre par le biais d'un premier accueil, d'une information, d'une aide sociale, juridique, administrative et psychologique;

Le Département "Accompagnement des victimes de la route" de l'Agence wallonne pour la Sécurité routière a.s.b.l. (AWSR) a été mis en place à la suite des recommandations de 2012 du Conseil supérieur wallon de la sécurité routière lors des Etats généraux de la sécurité routière du 15 juin 2012. Le service se charge de garantir autant que possible la bonne évolution des étapes souvent compliquées qui succèdent le moment de l'accident pour les victimes et leurs proches. A la suite de l'accident, les victimes et/ou leurs proches affrontent des périodes difficiles, tant sur le plan tant physique et psychologique que juridique et administratif. Ces personnes doivent faire face à des procédures lourdes qui exigent des connaissances et une expérience qu'elles ne possèdent pas et qui les replongent sans cesse dans la réalité de l'accident et ses répercussions. En concertation avec les professionnels de l'assistance aux victimes, le service a pour principale mission d'apporter une aide concrète aux victimes de la route et leurs proches, quel que soit le moment à la suite de l'accident, et quelles que soient la nature et la difficulté de l'information recherchée. Les juristes et psychologues du département « Accompagnement des victimes de la route » regroupe différents profils de compétences : traumatisme et victimologie, droit pénal et criminologie, droit des assurances et réparation du dommage corporel. Cette pluridisciplinarité permet de répondre à un maximum de questions liées à l'accident de la route.

Un soutien concret est apporté à la personne affectée en fonction de sa demande et de ses besoins : écoute, éclairage sur les réactions émotionnelles, aide à la lecture de documents complexes, information sur les procédures judiciaires et assurantielles ainsi que sur l'indemnisation, appui lors de diverses démarches, contacts avec des intervenants du dossier, orientation vers d'autres services ou professionnels, selon les besoins exprimés.

Article 6

Cet article prévoit que, dans le cadre des compétences prévues aux articles 3 à 5, les personnes de contact de chaque autorité compétente (prévues aux articles 7, 3° ; 8, 6° et 10, 2° du présent accord de coopération) collectent et communiquent les informations relatives aux services de chat et lignes d'écoute spécialisés pour l'aide à toute personne concernée par la violence physique, mentale, sexuelle, ou les abus et la maltraitance d'enfants, sous la forme d'une liste, à tous les services repris dans les accords qui aident, informent et orientent les victimes. Cela vise notamment les services spécialisés et gratuits de « SOS VIOL » ou de « maintenant j'en parle ».

Article 7

L'État fédéral s'engage à prendre les mesures nécessaires afin que les intérêts de la victime soient pris en compte conformément l'article 46 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police. L'article 7 précise les mesures concrètes que l'Etat fédéral s'engage à prendre pour ce faire.

En ce qui concerne l'article 7, 1°, point d, à propos duquel le Conseil d'Etat s'interrogeait sur la signification des mots « dans la mesure du possible », il est à préciser qu'il s'agit d'une invitation à tenir compte des particularités linguistiques qui pourraient se poser sans toutefois y voir une obligation de résultat. Le Conseil d'Etat a souligné à ce sujet que, en tout état de cause, l'autorité

fédérale devrait respecter la législation sur l'emploi des langues.

L'État fédéral s'engage en outre à assurer une formation adéquate et permanente en matière d'assistance aux victimes. Il peut être fait référence ici à l'arrêté ministériel du 24 octobre 2002 portant sur le règlement général des études relatif aux formations de base des membres du personnel du cadre opérationnel des services de police qui reprend les programmes de formations de base, ainsi qu'à l'arrêté royal du 20 novembre 2001 relatif aux formations de base des membres du personnel du cadre opérationnel des services de police et portant diverses dispositions transitoires. Dans chaque formation de base, pour chaque niveau de policier, un module consacré à « l'assistance aux victimes » est prévu. Il est opportun que ces formations intègrent dans leur programme la participation de représentants des différents secteurs de l'assistance aux victimes afin d'améliorer la connaissance mutuelle des services et acteurs concernés et de renforcer les collaborations.

La circulaire GPI 58 concernant l'assistance policière aux victimes dans la police intégrée, structurée à deux niveaux dispose que les corps de police locale et les unités de la police fédérale doivent encourager les aptitudes professionnelles du personnel via la sensibilisation et la formation (interne). Cette circulaire prévoit en outre que les services d'assistance policière aux victimes fédéraux et les services d'assistance policière aux victimes locaux sont chargés de la sensibilisation et de la formation continuée des membres du personnel, dans le domaine de l'assistance policière aux victimes.

Des formations continuées relative à l'assistance aux victimes sont ainsi proposées aux membres des services de police, tout au long de leur carrière.

Afin de favoriser, sur le plan politique, un dialogue permanent et une coopération avec d'autres instances en matière d'assistance aux victimes, une personne de contact est prévue au sein de la Police fédérale et au niveau de la Commission permanente de la police locale. Pour ce qui concerne la police fédérale, cette mission relève de la compétence de la Direction générale de la police administrative (voir l'article 8, 1°, e), de l'arrêté royal du 14 novembre 2006 relatif à l'organisation et aux compétences de la police fédérale tel que modifié par l'arrêté royal du 23 août 2014).

Article 8

L'État fédéral s'engage à prendre les mesures nécessaires ayant pour objectif de reconnaître la victime en tant que partie à la procédure.

Les informations de nature générale concernant la position de la victime dans la procédure pénale doivent être fournies par tout membre de l'ordre judiciaire qui entre en contact avec les victimes.

L'État fédéral veillera en outre à optimiser les moyens par lesquels la victime pourrait être indemnisée. Il s'agit notamment de la constitution de partie civile, de la médiation et du renvoi à la Commission pour l'aide financière aux victimes d'actes de violence intentionnels et aux sauveteurs occasionnels.

Un investissement durable dans une formation axée sur la victime de tous les membres de l'ordre judiciaire est indiqué. L'institut de formation judiciaire a un rôle central dans le domaine de la formation des magistrats et des stagiaires judiciaires. Depuis 1997, une formation spécifique sur « la place de la victime dans le système pénal » est prévue. L'institut de formation judiciaire offre également des formations plus spécifiques, comme des formations sur la violence au sein du couple.

Il est opportun que ces formations intègrent dans leur programme la participation de représentants des différents secteurs de l'assistance aux victimes afin d'améliorer la connaissance mutuelle des services et acteurs concernés et de renforcer les collaborations.

L'accord de coopération insiste sur la nécessité de mettre en œuvre, via le Collège des procureurs généraux, une politique judiciaire en faveur des victimes uniforme. Cette politique au sein de la magistrature est une mission expresse du procureur général de Bruxelles (voir l'arrêté royal du 9 décembre 2015 relatif aux tâches spécifiques des membres du Collège des procureurs généraux).

En prévoyant une personne de contact au niveau de l'administration du SPF Justice, un dialogue permanent et une collaboration avec les autres instances sont assurés.

Article 9

Dans cet article, la Communauté française s'engage à informer les personnes de contacts prévues au sein de chaque institution par le présent accord de coopération des coordonnées des services dont elle a la compétence. Cette information est indispensable afin que les services qui sont en contact avec les victimes et leurs proches puissent correctement orienter ceux-ci vers les services concernés.

Elle s'engage également à veiller à ce qu'une formation adéquate et continuée en matière d'assistance aux victimes soit organisée à destination des intervenants des services d'accueil des victimes, des services d'aide aux victimes, des équipes SOS Enfants et des services d'aide à la jeunesse. Il est opportun que ces formations intègrent dans leur programme la participation de représentants des différents secteurs de l'assistance aux victimes afin d'améliorer la connaissance mutuelle des services et acteurs concernés et de renforcer les collaborations.

En prévoyant une personne de contact au sein de l'Administration générale des Maisons de justice de la Communauté française, un dialogue permanent et une collaboration avec les autres instances fédérales et fédérées sont assurés.

Article 10

La Région wallonne s'engage, dans cet article, à informer les personnes de contacts prévues au sein de chaque institution par le présent accord de coopération des coordonnées des services dont elle a la compétence. Cette information est indispensable afin que les services qui sont en contact avec les victimes et leurs proches puissent correctement orienter ceux-ci vers les services concernés.

En prévoyant, une personne de contact au sein de la Région wallonne, un dialogue permanent et une collaboration avec les autres instances fédérales et fédérées seront assurés.

Article 11

Cet article précise les engagements de chacun des parties pour ce qui concerne la collaboration entre les services et acteurs et le renvoi, l'orientation vers ces différents services.

Le modèle de collaboration entre les services et de renvoi constitue un des points essentiels de l'accord de coopération.

Les services de police doivent systématiquement informer les victimes de l'existence et des missions des services d'assistance policière aux victimes, des services d'accueil des victimes et des services d'aide aux victimes au moyen d'un document écrit ad hoc, à savoir l'attestation de dépôt de plainte. Des modèles d'attestation de dépôt de plainte sont annexés à la Circulaire n° COL 5/2009 contenant des directives relatives aux attestations de dépôt de plainte et à l'enregistrement des déclarations de personne lésée[6]. Cette circulaire prévoit également les modalités de remise de cette attestation aux victimes.

Les victimes ne sont pas toujours demandeuses d'aide et certains fonctionnaires de police ne sont pas au courant du fonctionnement complexe de tous les services sociaux existants.

Le renvoi par le fonctionnaire de police ou le service d'assistance policière aux victimes d'une victime vers un service d'aide aux victimes ou un autre service, en fonction des besoins exprimés par la victime, peut se dérouler de différentes manières.

Si la victime souhaite être contactée par un service d'aide aux victimes, le service de police propose, par l'intermédiaire d'un membre du service d'assistance policière aux victimes si possible, de compléter un formulaire (dont un modèle est annexé à l'accord de coopération) et l'envoie à un service d'aide aux victimes. Il s'agit ici bien sûr de garantir le secret professionnel et le secret de l'instruction. Aucune autre information que celle qui est nécessaire pour contacter une victime ne doit être transmise.

Lorsque cela s'avère nécessaire, le fonctionnaire de police met les victimes, telles que les femmes et les enfants victimes de violences graves, en contact avec une maison d'accueil.

Si un mineur est victime de maltraitance ou de violence sexuelle, le fonctionnaire de police l'oriente vers le conseiller de l'aide à la jeunesse ou vers une équipe SOS Enfants.

Les services de police orientent les victimes qui souhaitent une assistance dans le cadre de la procédure judiciaire vers un service d'accueil des victimes.

Ils informent enfin toute personne concernée de manière directe ou indirecte par un accident de la route ayant entraîné des dommages corporels et/ou psychiques graves de l'existence du département Accompagnement des victimes de la route au sein de l'Agence wallonne pour la Sécurité routière (AWSR).

Si la victime ne désire pas, au moment de la constatation des faits ou de la plainte, être renvoyée, que ce soit par un formulaire de renvoi ou par un appel téléphonique en cas d'urgence, vers un service d'aide aux victimes (ou un autre service en cas de besoin), il est important que le fonctionnaire de police prenne bien le temps d'exposer les missions des services d'assistance policière aux victimes, des services d'accueil des victimes et des services d'aide aux victimes à l'aide de l'attestation de dépôt de plainte.

Le fonctionnaire de police mentionne dans le PV ou dans tout autre support d'information écrit de la police (notamment, si l'intervention ne nécessite que la rédaction d'une fiche d'intervention et pas un procès-verbal) que l'offre de renvoi a été réalisée sans toutefois indiquer la décision de la victime.

[6] COL 5/2009 version révisée du 13 novembre 2014 – Circulaire du Collège des procureurs généraux près les cours d'appel contenant des directives relatives aux attestations de dépôt de plainte et à l'enregistrement des déclarations de personne lésée.

Dans son avis rendu le 14 mars 2019, l'Organe de contrôle de l'information policière observait qu'un procès-verbal n'était pas établi dans tous les cas. Certains faits sont traités par un procès-verbal simplifié ou par une simple fiche d'intervention. L'organe de contrôle de l'information policière estimait dès lors utile que l'offre de service y soit mentionnée également. L'article 10, §2, 2° a été modifié dans ce sens.

Par ailleurs, l'Organe de contrôle de l'information policière plaidait pour que la décision de la victime, d'accepter ou non cette offre, figure également dans le document. Cet avis n'a pas été suivi car, d'expérience, il apparaît que certaines victimes refusent dans un premier temps la proposition de renvoi et reviennent plus tard sur leur décision initiale pour finalement accepter d'être orientées vers des services ad hoc.

De même, certaines victimes se sont vu opposer l'indemnisation des coûts liés à leur prise en charge psychologique car elles avaient refusé les propositions de renvoi.

Le magistrat en charge du dossier concernant la victime peut saisir le service d'accueil des victimes afin que celui-ci propose son intervention à la victime. Les modalités de saisine du service d'accueil des victimes sont précisées dans la COL 16/2012 relative à l'accueil des victimes au sein des parquets et des tribunaux. Dans certaines situations, principalement en cas de décès de la victime, une saisine systématique du service d'accueil des victimes est prévue ; dans les autres cas, l'opportunité de saisir le service d'accueil des victimes est laissée à l'appréciation du magistrat.

Les victimes qui entrent directement en contact avec la magistrature doivent également être informées ou mises en contact avec un service d'assistance aux victimes approprié, lorsque leur situation spécifique, leurs besoins ou leurs attentes le nécessite.

La Communauté française veille à ce que les victimes qui sont renvoyées par les services de police soient contactées par les services d'aide aux victimes. L'aide doit être proposée activement et dans un délai raisonnable, à savoir quelques jours après la constatation des faits.

Les personnes qui ont procédé au renvoi sont informées de la bonne réception du formulaire de renvoi et de la prise de contact par le service d'aide aux victimes avec les victimes concernées. Dans ce cas aussi, il est nécessaire de respecter le secret professionnel. Il s'agit donc pour les travailleurs sociaux et les services de police de n'échanger que l'information nécessaire afin de rendre ce feed-back possible.

Cette procédure de renvoi était déjà développée dans la circulaire GPI 58 concernant l'assistance policière aux victimes. Il est toutefois essentiel d'entériner cette procédure de renvoi dans l'accord de coopération avec pour objectif un respect systématique de cette mesure par les services de police.

La Communauté française s'engage enfin à ce que les services d'aide aux victimes orientent les victimes ayant besoin d'une assistance dans le cadre de la procédure judiciaire vers les services d'accueil des victimes et à ce que les services d'accueil des victimes orientent les victimes ayant besoin d'une aide sociale ou d'une aide psychologique vers les services d'aide aux victimes.

Si nécessaire, ces services orientent les victimes vers d'autres personnes ou services en fonction des demandes et besoins exprimés par les victimes. Cette orientation peut par exemple concerner l'aide juridique de première et de deuxième ligne, les équipes SOS Enfants, les maisons d'accueil ou tout autre service spécialisé.

Article 12

La politique en faveur des victimes de l'arrondissement est prise en compte au sein du conseil d'arrondissement pour une politique en faveur des victimes. Ce conseil rassemble les acteurs locaux qui sont impliqués dans le domaine des victimes d'infractions.

Il est déjà fait mention de ces conseils d'arrondissement dans la circulaire GPI 58 relative à l'assistance policière aux victimes et dans la COL 16/2012 relative à l'accueil des victimes au sein des parquets et des tribunaux. Par cet accord de coopération, un statut plus officiel leur sera accordé pour la partie francophone du pays.

Le conseil d'arrondissement joue un rôle important dans l'échange et la circulation de l'information au niveau régional.

Le conseil d'arrondissement doit notamment concrétiser et implanter les dispositions prises dans cet accord de coopération. Ceci comprend la possibilité de réaliser des améliorations ou, du moins, de les proposer aux instances compétentes. Dans cette optique, il peut être conclu des protocoles de coopération, entre autres en matière de renvoi des victimes depuis les services policiers vers les services d'aide.

La composition du conseil d'arrondissement garantit que les instances impliquées dans la politique en faveur des victimes soient représentées au conseil d'arrondissement. Cette composition minimale peut être complétée selon l'objet des réunions à l'invitation du président. Le conseil d'arrondissement est présidé par le procureur du Roi ou le magistrat de liaison chargé de l'accueil des victimes au sein de l'arrondissement judiciaire ou de la division de l'arrondissement judiciaire.

Le Conseil d'Etat soulève que, comme l'article 150, § 4, du Code judiciaire prévoit qu'il y a deux procureurs du Roi dans l'arrondissement judiciaire du Hainaut, il conviendrait d'expliquer au moins dans l'exposé des motifs comment il sera déterminé quel procureur du Roi siège dans le conseil d'arrondissement concerné.

Le Collège des procureurs généraux répond à cette remarque dans son avis du 2 juin 2020. Il précise que pour ce qui concerne l'arrondissement judiciaire du Hainaut, il parait préférable, eu égard au rôle central du procureur du Roi, que chaque procureur du Roi réunisse un conseil d'arrondissement avec les acteurs de terrain actifs sur le territoire relevant de sa compétence. Rien n'empêchera toutefois les procureurs du Roi de Charleroi et de Mons d'organiser conjointement une réunion commune du conseil d'arrondissement lorsque les points de l'ordre du jour concernent l'ensemble de l'arrondissement judiciaire.

Le Collège est d'avis que ces mises au point n'imposent pas de compléter l'article 11 du présent accord de coopération. Il paraît difficile de libeller sous forme de texte légal les solutions proposées qui concernent des cas particuliers. Le Collège suggère une méthode plus souple consistant à adapter la COL 16/2012 relative à l'accueil des victimes au sein des parquets et des tribunaux, dont le point 7.2. est consacré au conseil d'arrondissement.

Article 13

La coopération entre les professionnels des différents services judiciaires, policiers et sociaux exige qu'une ou plusieurs équipes psychosociales d'assistance aux victimes soit formée au sein des arrondissements judiciaires. Ceci dépend de la grandeur du territoire et du personnel disponible.

L'équipe psychosociale d'assistance aux victimes doit donner corps à la coopération sur le terrain de manière détaillée afin de traiter le plus efficacement possible les dossiers dans lesquels différents services et personnes interviennent simultanément.

La concertation au sein des équipes psychosociales concerne entre autres la concrétisation du modèle de renvoi, le signalement des points problématiques, la notification et la préparation des réunions du conseil d'arrondissement.

Actuellement de telles équipes fonctionnent déjà dans plusieurs arrondissements judiciaires. Elles constituent des lieux de rencontre informels et sont composées de travailleurs de terrain. Cet accord de coopération leur confère une reconnaissance formelle.

Article 14

Cet article règle les implications budgétaires, qui sont à charge de toutes les parties en fonction de la répartition des compétences.

Article 15

Le protocole d'accord en matière d'assistance aux victimes adopté le 5 juin 2009 entre l'Etat fédéral, la Communauté française et la Région wallonne est obsolète par l'adoption de l'accord de coopération en projet, il convient de l'abroger.

Article 16

L'accord de coopération entre en vigueur le jour de la publication au Moniteur belge du dernier des actes d'assentiment des autorités compétentes. Il est conclu pour une durée indéterminée, chaque autorité compétente pouvant le dénoncer moyennant un préavis de 3 mois.

L'accord prévoit qu'une évaluation de son application est réalisée par les parties à l'accord deux ans après son entrée en vigueur. Suivant les avis du Conseil d'Etat, il précise que cette évaluation donne lieu à la rédaction d'un rapport qui sera remis aux autorités compétentes. Les administrations des parties à l'accord désigneront les personnes compétentes pour la rédaction de cette évaluation.

Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest inzake slachtofferzorg.

Gelet op de artikelen 39, 128, §1 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid artikel 92bis, §1, laatstelijk gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op de Richtlijn 2010/64/UE van het Europees Parlement en Raad van 20 oktober 2010 betreffende het recht op vertolking en vertaling in strafprocedures;

Gelet op het Verdrag van de Raad van Europa inzake de voorkoming en bestrijding van geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld van 11 mei 2011;

Gelet op de Richtlijn 2012/29/EU van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 tot vaststelling van minimumnormen voor de rechten, de ondersteuning en de bescherming van slachtoffers van strafbare feiten, en ter vervanging van Kaderbesluit 2001/220/JBZ;

Gelet op de Richtlijn 2017/541 van het Europees Parlement en de Raad van 15 maart 2017 inzake terrorismebestrijding en ter vervanging van Kaderbesluit 2002/475/JBZ van de Raad en tot wijziging van Besluit 2005/671/JBZ van de Raad;

Gelet op het overleg voorzien in het kadersamenwerkingsakkoord van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het overleg tussen Franstaligen inzake gezondheidsbeleid en bijstand aan personen en de gemeenschappelijke beginselen die in deze aangelegenheden toepasselijk zijn;
Overwegende dat de bevoegdheden inzake slachtofferzorg verdeeld zijn tussen de Federale staat, de Gemeenschappen en de Gewesten;

Overwegende dat deze versnippering van de bevoegdheden en de verspreiding van het personeel en van de bijhorende materiële en financiële middelen een doeltreffend, effectief, coherent en geïntegreerd slachtofferbeleid kunnen belemmeren;

Overwegende dat een structurele samenwerking tussen de Federale Staat, de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie noodzakelijk is om tot een kwaliteitsvolle zorg en dienstverlening aan slachtoffers te komen;

Overwegende dat een optimale en goed ontwikkelde slachtofferzorg secundaire victimisering zo veel mogelijk moet beperken en alle gevolgen van het slachtofferschap in de mate van het mogelijke moet herstellen;

Overwegende dat de Grondwet en de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen de mogelijkheid voorzien dat de vermelde overheden een samenwerkingsakkoord inzake slachtofferzorg sluiten;

De partijen:

De Federale Staat, vertegenwoordigd door de federale regering, in de persoon van de minister van Justitie en de minister van Binnenlandse Zaken;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de regering van de Franse Gemeenschap, in de persoon van de minister-president, de minister van Hulpverlening aan de jeugd en van de Justitiehuizen en de minister van Kind;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering, in de persoon van de minister-president, de minister van Sociale actie en van Gezondheid, de minister belast met de Verkeersveiligheid;

Zijn overeengekomen wat volgt :

Hoofdstuk 1. Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord, wordt verstaan onder:

1° het slachtoffer: de natuurlijke persoon, evenals zijn na(ast)bestaanden, die als direct gevolg van handelen of nalaten in strijd met de strafwetgeving schade heeft geleden, met inbegrip van een lichamelijk of geestelijk letsel, een psychisch lijden of een materieel verlies;
2° de na(ast)bestaande: de rechthebbende van het rechtstreekse slachtoffer of elke persoon die een bijzondere affectieve band heeft met dit slachtoffer;
3° de slachtofferzorg: de hulp- en dienstverlening sensu largo, die vanuit de verschillende sectoren, hetzij politioneel, justitieel, sociaal of medisch, aan slachtoffers wordt geboden;
4° het slachtofferbeleid: het geheel van bestuursdaden van de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten in verband met slachtofferzorg;
5° de politionele slachtofferbejegening: de bijstand aan slachtoffers door de politie, die bestaat uit het onthaal en de eerste opvang van het slachtoffer, het verstrekken van een goede basisinformatie aan het slachtoffer en het mogelijke doorverwijzen naar de gespecialiseerde diensten en die houdt eveneens het onthaal en de bijstand in van personen die betrokken zijn bij een ongeval, een ramp of een brand;
6° de dienst politionele slachtofferbejegening: de dienst binnen de federale of de lokale politie die instaat, enerzijds, voor de sensibilisering en voortgezette vorming van politieambtenaren inzake politionele slachtofferbejegening en, anderzijds, voor het bieden van deze gespecialiseerde slachtofferbejegening, zonder evenwel afbreuk te doen aan de wettelijke verplichtingen inzake slachtofferbejegening van elke politieambtenaar;
7° slachtofferonthaal: de informatie en bijstand aan slachtoffers in de verschillende fasen van de gerechtelijke procedure, die wordt verleend door de dienst slachtofferonthaal van justitiehuizen alsook door de magistraten en de personeelsleden van de parketten en de rechtbanken die kan eveneens de informatie en bijstand inhouden van personen die betrokken zijn bij een ongeval, een collectieve noodsituaties of een zelfdoding;
8° dienst slachtofferonthaal: de dienst van het justitiehuis, die aan slachtoffers en na(ast)bestaanden, specifieke informatie, ondersteuning, bijstand en een gepaste doorverwijzing aanbiedt tijdens de hele gerechtelijke procedure;
9° slachtofferhulp: sociale hulp aan en psychologische begeleiding van slachtoffers die wordt verleend door de diensten slachtofferhulp die kan eveneens de sociale hulp en psychologische begeleiding inhouden van personen die betrokken zijn bij een ongeval, een collectieve noodsituatie of een zelfdoding;
10° dienst slachtofferhulp: de diensten erkend door de Franse Gemeenschap die sociale of psychologische hulp verlenen aan slachtoffers;

11° opvanghuis: een inrichting, erkend door het Waalse Gewest, die een in de tijd beperkte huisvesting verzekert voor personen in sociale moeilijkheden;
12° team "SOS Enfants": de multidisciplinaire dienst, erkend door de Franse Gemeenschap, die gespecialiseerd is in de individuele preventie, de evaluatie of het vaststellen en het behandelen van gevallen van kindermishandeling;
13° adviseur "aide à la jeunesse": de onafhankelijke opdrachtgever die in de Franse Gemeenschap belast is om een gespecialiseerde hulp te beiden aan minderjarigen in moeilijkheden of in gevaar door het instellen van een aangepast hulpprogramma. Hij wordt in de uitoefening van zijn bevoegdheden bijgestaan door een dienst "aide à la jeunesse" die hem ter beschikking wordt gesteld;
14° dienst voor geestelijke gezondheidszorg: ambulante zorgstructuur die, via een multidisciplinaire medico-psycho-sociale aanpak en in samenwerking met andere diensten of professionelen van de hulpverlening en zorg, instaat voor de opvang, de diagnose en de behandeling van de personen voor wat betreft hun psychologische moeilijkheden of psychiatrische stoornissen;
15° departement Begeleiding van verkeersslachtoffers : de multidisciplinaire dienst van het "Agence wallonne pour la Sécurité routière" die een luisterend oor biedt aan slachtoffers betrokken in een verkeersongeval met lichamelijke schade, die een antwoord biedt op alle psychologische en juridische vragen en die concrete hulp biedt, in het bijzonder inzake verzekeringen, herstel van de schade en het strafrecht, om het goede verloop van de verschillende stappen te bevorderen en de secundaire victimisering zo veel mogelijk te beperken;
16° diensten en voorzieningen voor begeleiding van slachtoffers van partnergeweld en gendergerelateerd geweld : structuren die door het Waals Gewest zijn goedgekeurd overeenkomstig de artikelen 149/13 en volgende van de Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid met betrekking tot de goedkeuring van diensten en voorzieningen voor begeleiding voor partnergeweld en gendergerelateerd geweld. Ze verlenen uitgebreide begeleiding aan slachtoffers van partnergeweld of gendergerelateerd geweld door middel van een eerste opvang, informatie, sociale, juridische, administratieve en psychologische hulp.
17° bevoegde overheden: de ministers bevoegd voor Justitie, Binnenlandse Zaken, het Voorzitterschap van de Franse Gemeenschap, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuizen, Jeugd, het Voorzitterschap van het Waals Gewest, Volksgezondheid, Sociale Actie en Verkeersveiligheid, krachtens welke de ministers die dit akkoord ondertekenen, het akkoord gesloten hebben in naam van de partijen bij het akkoord.

Art. 2. Dit samenwerkingsakkoord beoogt een structurele samenwerking in het Waalse Gewest op het grondgebied van de gerechtelijke arrondissementen Waals-Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen inzake slachtofferzorg tussen de bevoegde diensten van de Federale Staat, de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest alsook de door hen georganiseerde, erkende en gesubsidieerde diensten slachtofferzorg.

Dit samenwerkingsakkoord is alleen van toepassing op het Franstalig grondgebied van het Gewest.

De structurele samenwerking zoals beschreven in dit samenwerkingsakkoord doet geen afbreuk aan de samenwerkingsverbanden tussen bovenvermelde diensten en andere diensten slachtofferzorg.

Hoofdstuk 2. Bevoegdheden en opdrachten

Art. 3. De Federale Staat is bevoegd voor:

1° het beleid inzake politie en veiligheid met inbegrip van de politionele slachtofferbejegening;
2° het strafrechtelijk beleid, met inbegrip van het gerechtelijk slachtofferbeleid.

In het eerste lid, 2° waarborgt de federale Staat de rechten van het slachtoffer binnen de gerechtelijke procedure, waaronder het slachtofferonthaal.

Art. 4. De Franse Gemeenschap is bevoegd om:

1° via de diensten slachtofferonthaal,

a) de slachtoffers en hun na(ast)bestaanden algemene informatie te verlenen over de gerechtelijke procedure en over de rechten van slachtoffers in dit kader, alsook specifieke informatie over hun dossier en de lopende procedure en dit, tijdens de hele procedure (vanaf de klachtneerlegging tot aan de uitvoering van de straf of de internering);
b) de slachtoffers en hun na(ast)bestaanden bijstand (ondersteuning en begeleiding) te verlenen tijdens de gerechtelijke procedure;
c) de slachtoffers en hun na(ast)bestaanden naar de bevoegde diensten door te verwijzen in functie van hun noden en de ervaren moeilijkheden zoals een juridisch advies of psychologische hulp.

2° via de diensten slachtofferhulp, sociale hulp en psychologische hulp te verlenen aan de personen die geconfronteerd worden met de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van het misdrijf en van het slachtofferschap.

3° via de adviseurs "aide à la jeunesse" een gespecialiseerde tweedelijns sociale hulp, vervangende hulp, verzekeren aan kinderen in moeilijkheden evenals aan personen die moeilijkheden ondervinden bij de naleving van hun ouderplichten en aan elk kind waarvan de gezondheid, veiligheid of opvoedingsvoorwaarden worden bedreigd door zijn gedrag, dat van zijn gezin of van zijn leefgenoten.

4° via de teams "SOS Enfants":

a) de individuele preventie en de behandeling van situaties van mishandeling verzekeren, op eigen initiatief of op verzoek van een persoon of een dienst;
b) een multidisciplinaire balans op te maken van de situatie van het kind en van de situatie in zijn familiale context;
c) zorgen voor een gepaste hulp aan het kind dat slachtoffer werd of dat zich in een risicosituatie van mishandeling bevindt.

In het eerste lid, 1°, heeft de betrokken dienst heeft ook als opdracht op een meer structureel niveau op te treden door de moeilijkheden te signaleren waarmee de slachtoffers worden geconfronteerd in hun contacten met de gerechtelijke overheid en door de magistraten en de personeelsleden van de parketten en de rechtbanken te sensibiliseren voor de specifieke noden en rechten van slachtoffers.

In het eerste lid, 2°, wordt onder sociale hulp begrepen elke niet-financiële hulp die het slachtoffer toelaat zijn levensvoorwaarden te behouden, te verbeteren of te herstellen op familiaal-, maatschappelijk, economisch, professioneel, politiek of cultureel vlak.

In het kader van zijn opdracht van sociale hulp, zal de dienst slachtofferhulp:

a) het slachtoffer ondersteunen om het hoofd te bieden aan de gevolgen van een misdrijf of feiten die een misdrijf kunnen uitmaken;
b) het slachtoffer informeren, doorverwijzen of bijstaan in zijn relaties met de politie en de gerechtelijke instanties;
c) voor het slachtoffer de toegang tot de instanties en tot de gespecialiseerde organisaties vergemakkelijken.

De dienst steunt het slachtoffer bij zijn actieve re-integratie in de maatschappij door met het slachtoffer een evaluatie te maken van zijn behoeften en middelen en door prioriteiten te bepalen opdat er een nieuw levensevenwicht zou worden bereikt.

Onder psychologische hulp wordt verstaan, elke hulp bestemd om het slachtoffer psychologisch te steunen opdat het een nieuw levensevenwicht zou bereiken.

In het kader van zijn opdracht van psychologische hulp, zal de dienst slachtofferhulp:

1° het slachtoffer ondersteunen om het hoofd te bieden aan de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van een misdrijf of aan de bijzondere problemen in verband met zijn specifieke situatie;
2° het slachtoffer dat schade heeft geleden een gespecialiseerde en persoonlijke therapeutische ondersteuning aanbieden, gericht op de rechtstreekse gevolgen van de traumatiserende gebeurtenis en op de verwerking van de shock.

In het eerste lid, 4°, zetten de teams "SOS Enfants" op een meer structureel niveau alle nuttige samenwerkingen op met de actoren van netwerk die werken rond kindermishandeling.

Art. 5. Het Waalse Gewest is bevoegd voor de begeleiding van verkeersslachtoffers door het "Agence wallonne pour la Sécurité routière" en voor de erkenning van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, van de opvanghuizen en van de diensten en voorzieningen voor begeleiding van slachtoffers van partnergeweld en gendergerelateerd geweld.

Hoofdstuk 3. Verbintenissen

Art. 6. In het kader van de in de artikelen 3 tot en met 5 bedoelde bevoegdheden, verstrekt elke bevoegde overheid aan de contactpersonen bedoelde in artikel 7, 3°, artikel 8, 6°, en artikel 10, 2°, de contactgegevens en relevante informatie betreffende hulplijnen en chatdiensten die informatie, advies en eventuele begeleiding bieden aan eenieder die te maken heeft met fysiek, psychisch of seksueel geweld of met kindermisbruik en kindermishandeling.

Deze contactpersonen delen de lijst met contactgegevens en informatie over hulplijnen en chatdiensten bedoelde in het eerste lid mee aan de bevoegde diensten die slachtoffers bijstaan, doorverwijzen of informeren genoemde in deze samenwerkingsakkoord.

Art. 7. In het kader van zijn bevoegdheid, bedoeld in artikel 3, 1°, en in uitvoering van artikel 46 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt en de daaraan gekoppelde onderrichtingen, zal de Federale Staat:

1° de maatregelen nemen opdat de belangen van het slachtoffer van een misdrijf als volgt worden erkend:

a) de geschikte materiële omstandigheden voor het onthaal, de eerste opvang, het infomeren en het verhoor van slachtoffers worden ter beschikking gesteld van de politiediensten;
b) de slachtoffers een respectvol onthaal, een dringende en praktische bijstand en informatie aangepast aan hun persoonlijke toestand verlenen;
c) erop toezien dat slachtoffers in het proces-verbaal de nodige informatie kunnen laten opnemen over de geleden materiële en immateriële schade en zich benadeelde persoon kunnen verklaren;
d) de slachtoffers naar een gepaste dienst slachtofferzorg doorverwijzen, hierbij zo veel mogelijk rekening houdend met de taal waarin het slachtoffer zich wenst uit te drukken en de voertaal van de diensten vermeld in art. 1, 8° en 10° tot 16°;
e) de politieambtenaren kunnen in het kader van hun opdracht van slachtofferbejegening worden bijgestaan door een dienst voor politionele slachtofferbejegening.

2° een opleiding en een sensibilisering inzake slachtofferzorg ontwikkelen voor alle politieambtenaren, via de dienst politionele slachtofferbejegening bevoegd voor de politiedienst of via de politieacademies;

3° een contactpersoon en een plaatsvervanger voorzien op het niveau van de Federale Politie en van de Vaste Commissie voor de lokale politie, om op een structurele manier een permanente dialoog tussen en een samenwerking met andere instanties inzake slachtofferzorg, zowel op federaal, gemeenschaps-, gewest- als lokaal niveau, te bevorderen.

Art. 8. In het kader van zijn bevoegdheid, bedoeld in artikel 3, 2°, en gelet op artikel 3bis van de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering, zal de Federale Staat:

1° de nodige maatregelen nemen opdat de belangen van het slachtoffer worden erkend en opdat het slachtoffer partij kan zijn binnen de gerechtelijke procedure;
2° een beleid voeren dat streeft naar een zorgvuldige en correcte bejegening van slachtoffers en wordt aan slachtoffers de waarborg gegeven dat zij informatie krijgen over hun positie en hun rechten in de gerechtelijke procedure, het verloop van de strafrechtspleging, de eventuele strafuitvoering door de dader van de feiten en de mogelijkheden om herstel te bekomen van de geleden schade. De magistraten en de personeelsleden van parketten en rechtbanken verstrekken deze informatie;
3° de mogelijkheden optimaliseren die het slachtoffer kan aanwenden om herstel te bekomen van geleden materiële en immateriële schade;
4° erop toezien dat een gepaste en voortgezette opleiding inzake slachtofferzorg wordt georganiseerd voor de magistratuur en voor de personeelsleden van rechtbanken en parketten;
5° via het College van Procureurs-generaal een uniform slachtofferbeleid binnen de rechterlijke orde bevorderen, waarbij wordt een lid van het College specifiek belast met het gerechtelijk slachtofferbeleid;
6° een contactpersoon en een plaatsvervanger te voorzien op het niveau van de Federale Overheidsdienst Justitie, binnen het directoraat-generaal wetgeving en fundamentele rechten en vrijheden, om op een structurele manier een permanente dialoog tussen en samenwerking met andere instanties inzake slachtofferzorg, zowel op federaal als op gemeenschaps- en gewest-niveau, te bevorderen.

Art. 9. In het kader van de bevoegdheid, bedoeld in artikel 4, zal de Franse Gemeenschap:

1° de adressen van de door de Franse Gemeenschap aangewezen diensten bedoeld in artikel 1, 8°, 10°, 12° en 13°, bezorgen aan de contactpersonen bedoeld in artikel 7, 3°, artikel 8, 6°, en artikel 10, 2°, evenals elke adreswijziging;
2° erop toezien dat een gepaste en voortgezette opleiding inzake slachtofferzorg wordt georganiseerd voor de medewerkers van de diensten bedoeld in artikel 1, 8°, 10°, 12° en 13° ;
3° binnen de "Administration générale des Maisons de Justice" een contactpersoon en een plaatsvervanger voorzien, om op een structurele manier een permanente dialoog tussen en samenwerking met andere instanties inzake slachtofferzorg, zowel op federaal, gemeenschaps-, gewest- als lokaal niveau, te bevorderen.

Art. 10. In het kader van de bevoegdheid, bedoeld in artikel 5, zal het Waalse Gewest:

1° de adressen van de door het Waalse Gewest aangewezen diensten bedoeld in artikel 1, 11°, 14° en 15°, bezorgen aan de contactpersonen bedoeld in artikel 7, 3°, artikel 8, 6°, en artikel 9, 3°, evenals elke adreswijziging;

2° een contactpersoon en een plaatsvervanger voorzien, om op een structurele manier een permanente dialoog tussen en samenwerking met andere instanties inzake slachtofferzorg, zowel op federaal, gemeenschaps-, gewest- als lokaal niveau, te bevorderen.

Art. 11. §1er. Met behoud van de toepassing van de artikelen 7 tot 10 nemen de partijen, voor wat betreft de samenwerking en de doorverwijzing, de verplichtingen op zich, bedoeld in de volgende paragrafen

§2. De Federale Staat verbindt zich ertoe dat de politiediensten:

1° elk slachtoffer met wie de politie contact heeft informeren over het bestaan van de diensten politionele slachtofferbejegening, de diensten slachtofferonthaal en de diensten slachtofferhulp, hun opdrachten zoals beschreven in artikel 1, 6°, 8° en 10° en in artikel 4, 1° en 2°, en hun contactgegevens ; deze informatie wordt gegeven via het attest van klachtneerlegging;
2° zich verzekeren van een kwaliteitsvolle politionele slachtofferbejegening, waarvoor de politieambtenaar beroep kan doen op de gespecialiseerde referentie-politieambtenaar of op de dienst politionele slachtofferbejegening.
3° de betrokken slachtoffers de contactgegevens van de in artikel 6 bedoelde telefoon- en chatlijnen verstrekken.

In het eerste lid, 2°, de leden van het operationele kader van de politiediensten of de dienst politionele slachtofferbejegening, naar gelang van de noden:

1° verwijzen de slachtoffers die informatie en bijstand wensen in het kader van de gerechtelijke procedure door naar een dienst slachtofferonthaal;
2° verwijzen de slachtoffers die sociale hulp of psychosociale hulp wensen door naar een dienst slachtofferhulp, volgens de volgende procedure:
   a) aan het slachtoffer voorstellen om een verwijsformulier in te vullen, volgens model in bijlage 1 (dat slechts een indicatieve waarde heeft), dat de wens van het slachtoffer uitdrukt om door de dienst slachtofferhulp te worden gecontacteerd;
   b) het formulier overmaken aan de dienst slachtofferhulp;
3° doorverwijzen de slachtoffers die dit wensen of voor wie men dit aangewezen acht, naar andere personen of diensten. Bijvoorbeeld:
   a) slachtoffers die onmiddellijk residentiële opvang wensen, bij voorkeur rechtstreeks in contact brengen met een opvanghuis;
   b) het doorverwijzen van slachtoffers van partnergeweld en gendergerelateerd geweld naar de relevante diensten en voorzieningen voor slachtoffers van partnergeweld en gendergerelateerd geweld of naar de relevante diensten voor slachtofferhulp;
   c) minderjarige in gevaar of in moeilijkheden doorverwijzen naar de adviseurs "aide à la jeunesse" van het arrondissement;
   d) minderjarige slachtoffers van mishandeling doorverwijzen naar een team "SOS Enfants";
   e) alle personen die op rechtstreekse of onrechtstreekse manier betrokken zijn bij een verkeersongeval die ernstige lichamelijke of psychische schade heeft veroorzaakt, informeren over het bestaan van het Departement Begeleidingvan verkeersslachtoffers van het "Agence wallonne pour la Sécurité routière".

In het eerste lid, 2°, vermeldt de politieambtenaar het aanbod tot doorverwijzing van het slachtoffer in het proces-verbaal of op een andere schriftelijke informatiedrager van de politie. De beslissing van het slachtoffer wordt echter niet vermeld.

§3. De parketmagistraat of de onderzoeksrechter kunnen de dienst slachtofferonthaal vatten voor de uitvoering van hun opdrachten zoals beschreven in artikel 1, 8° en in artikel 4, 1°.

De Federale Staat zal erop toezien dat de slachtoffers die zich rechtstreeks tot de rechterlijke macht wenden, doorverwezen worden naar een gepaste dienst slachtofferzorg wanneer hun specifieke toestand, hun behoeften of hun verwachtingen het vereisen.

§4. De Franse Gemeenschap verbindt zich ertoe dat:

1° de diensten slachtofferhulp :
   a) zo snel mogelijk contact opnemen met de slachtoffers die vermeld staan op de verwijsformulieren die ze van de politiediensten ontvingen;
   b) feedback geven aan de politiediensten die rechtstreeks hebben verwezen, overeenkomstig de inhoud van bijlage 2;

2° de diensten slachtofferhulp de slachtoffers die informatie en bijstand wensen in het kader van de gerechtelijke procedure naar de diensten slachtofferonthaal doorverwijzen;
3° de diensten slachtofferonthaal de slachtoffers die een sociale of een psychologische hulp wensen naar de diensten slachtofferhulp doorverwijzen;
4° deze diensten de slachtoffers die het wensen, doorverwijzen naar andere personen of diensten.

Hoofdstuk 4. Overlegstructuren

Art. 12. §1er. Er bestaat voor elk gerechtelijk arrondissement en/of afdeling van een gerechtelijk arrondissement een arrondissementele raad voor slachtofferbeleid die minstens één keer per jaar bijeenkomt.

§2. De arrondissementele raad voor slachtofferbeleid heeft als opdracht:

1° de in het samenwerkingsakkoord opgenomen bepalingen te concretiseren en te implementeren in functie van een integrale slachtofferzorg rekening houdend met de specifieke toestand van de regio en met de behoeften van de slachtoffers;
2° de samenwerking te ondersteunen en op te volgen tussen de bevoegde diensten en actoren van de Federale Staat, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, onder andere door de nodige beleidsmaatregelen voor te stellen en te ontwikkelen;
3° elk jaar verslag uit te brengen aan de bevoegde overheden over de moeilijkheden die zich voordoen in het kader van het slachtofferbeleid en de mogelijke verbeteringen voor te stellen;
4° de voorstellen te onderzoeken die geformuleerd worden door het (de) welzijnsteam(s) bedoeld in artikel 14 om het hoofd te bieden aan problemen en moeilijkheden die zich voordoen binnen het arrondissement.

§3. De arrondissementele raad voor slachtofferbeleid is samengesteld uit :

1° de procureur des Konings of de verbindingsmagistraat slachtofferonthaal;
2° een of meerdere vertegenwoordigers van de diensten slachtofferhulp;
3° de korpschefs van de politiezones of hun vertegenwoordiger(s), eventueel vergezeld van een vertegenwoordiger van de dienst voor politionele slachtofferbejegening;
4° de directeur-coördinator van de federale politie eventueel vergezeld van een vertegenwoordiger van de dienst voor politionele slachtofferbejegening;
5° een of meerdere vertegenwoordigers van de balie;
6° een of meerdere directeurs van de justitiehuizen;
7° een of meerdere justitieassistenten van de diensten slachtofferonthaal;
8° de contactpersonen bedoeld in artikel 7, 3°, in artikel 9, 3° en in artikel 10, 2°;
9° een vertegenwoordiger van het "Agence wallonne pour la Sécurité routière" ;
10° enige andere dienst, naargelang het onderwerp van de vergadering, uitgenodigd door de voorzitter.

§4. De arrondissementele raad voor slachtofferbeleid wordt voorgezeten door de procureur des Konings of door de verbindingsmagistraat slachtofferonthaal.

Het secretariaat van de arrondissementele raad wordt waargenomen bij beurtrol door de vertegenwoordigers van de diensten waaruit het (de) welzijnsteam(s) bestaat(aan).

Art. 13. §1er. De arrondissementele raad voor slachtofferbeleid richt één of meer welzijnsteams slachtofferzorg op.

Het welzijnsteam vergadert ten minste vier keer per jaar.

§2. Het welzijnsteam heeft als opdracht:

1° binnen de lijnen van dit samenwerkingsakkoord, de samenwerking en taakverdeling te regelen in tussen de diensten die het welzijnsteam vormen en de samenwerking te ontwikkelen tussen deze diensten en andere diensten en personen die een bijdrage leveren aan de individuele slachtofferzorg binnen het territoriale werkingsgebied van het welzijnsteam;

2° de arrondissementele raad te informeren over vragen op de werkvloer en hem bedenkingsthema's voor te stellen.

§3. Het welzijnsteam is minimaal samengesteld uit:

1° een justitieassistent van de dienst slachtofferonthaal;
2° een personeelslid van een dienst voor politionele slachtofferbejegening;
3° een personeelslid van een dienst slachtofferhulp.

§4. Het voorzitterschap en het secretariaat van het welzijnsteam worden binnen het team georganiseerd.

HOOFDSTUK 5 – Budgettaire gevolgen

Art. 14. De budgettaire gevolgen van de opdrachten opgenomen in dit samenwerkingsakkoord vallen ten laste van alle partijen in functie van de verdeling van de bevoegdheden die bepaald worden door de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en die ondergeschikt zijn aan de Staat van de respectieve begrotingen die jaarlijks gestemd worden door de parlementaire vergaderingen van de partijen.

HOOFDSTUK 6 – Slotbepalingen

Art. 15. Het protocolakkoord van 5 juni 2009 tussen de Staat, de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest betreffende slachtofferzorg wordt opgeheven.

Art. 16.
Het samenwerkingsakkoord treedt in werking bij de inwerkingtreding van de laatste wetgevende akte houdende instemming.
Twee jaar na de inwerkingtreding van het samenwerkingsakkoord en telkens als de partijen dat nodig achten wordt door de partijen bij het akkoord een evaluatie van zijn toepassing uitgevoerd in de vorm van een verslag dat aan de bevoegde overheden wordt toegezonden.

Elke bevoegde autoriteit kan het samenwerkingsakkoord beëindigen met een opzegtermijn van drie maanden.

Brussel, 06/07/2023

Voor de Federale Staat,

De minister van Justitie,

Vincent VAN QUICKENBORNE

De minister van Binnenlandse Zaken,

Annelies VERLINDEN

Voor de Franse Gemeenschap,

De minister-president,

Pierre-Yves JEHOLET

De minister van Hulpverlening aan de jeugd en van de Justitiehuizen,

Valérie GLATIGNY

De minister van Jeugd,

Bénédicte LINARD

Voor het Waalse Gewest,

De minister-president,

Elio DI RUPO

De minister van Sociale Actie en Gezondheid,

Christie MORREALE

De minister van Verkeersveiligheid,

Valérie DE BUE

Bijlage: A. Indhoud van het verwijsformulier van de politiedienst naar de dienst slachtofferhulp

==========

Ik, ondergetekende, ...
geef toelating aan de dienst slachtofferhulp van het gerechtelijk arrondissement van ..... om contact me op te nemen betreffende mijn klacht aangaande .....
Adres: .....
Telefoonnummer: .....
Taal: .....
Verbalisant: .....
Nummer van het PV: .....
Politiedienst: .....
Datum van klachtneerlegging: .....

Handtekening van het slachtoffer en datum:
.....

Gezien om bijgevoegd te worden aan het Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest inzake slachtofferzorg.

Brussel, 06/07/2023

Voor de Federale Staat,

De minister van Justitie,

Vincent VAN QUICKENBORNE

De minister van Binnenlandse Zaken,

Annelies VERLINDEN

Voor de Franse Gemeenschap,

De minister-president,

Pierre-Yves JEHOLET

De minister van Hulpverlening aan de jeugd
en van de Justitiehuizen,

Valérie GLATIGNY

De minister van Jeugd,

Bénédicte LINARD

Voor het Waalse Gewest,

De minister-president,

Elio DI RUPO

De minister van Sociale Actie en Gezondheid,

Christie MORREALE

De minister van Verkeersveiligheid,

Valérie DE BUE

Bijlage: B. Inhoud van de feedback van de dienst slachtofferhulp
==========

De dienst slachtofferhulp van .....
meld u goede ontvangst van het verwijsformulier naar de dienst slachtofferhulp van ..... (naam en voornaam van het slachtoffer)
Ik bevestig dat de dienst contact heeft opgenomen met deze persoon of er zo snel mogelijk contact mee zal opnemen.

Met de meeste hoogachting,

Datum Stempel Handtekening

Gezien om bijgevoegd te worden aan het Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest inzake slachtofferzorg.

Brussel, 06/07/2023

Voor de Federale Staat,

De minister van Justitie,

Vincent VAN QUICKENBORNE

De minister van Binnenlandse Zaken,

Annelies VERLINDEN

Voor de Franse Gemeenschap,

De minister-president,

Pierre-Yves JEHOLET

De minister van Hulpverlening aan de jeugd
en van de Justitiehuizen,

Valérie GLATIGNY

De minister van Jeugd,

Bénédicte LINARD

Voor het Waalse Gewest,

De minister-president,

Elio DI RUPO

De minister van Sociale Actie en Gezondheid,

Christie MORREALE

De minister van Verkeersveiligheid,

Valérie DE BUE

SAMENWERKINGSAKKOORD TUSSEN
DE FEDERALE STAAT, DE FRANSE GEMEENSCHAP EN HET WAALSE GEWEST
INZAKE SLACHTOFFERZORG

MEMORIE VAN TOELICHTING

Dames en heren,

ALGEMENE BESCHOUWINGEN

Sinds de jaren 80, heeft het Belgische slachtofferbeleid aanleiding gegeven tot initiatieven zowel door de Federale Overheid als door de Gemeenschappen en de Gewesten om aan de behoeften van slachtoffers te voldoen. Verschillende diensten hebben het levenslicht gezien in functie van de bevoegdheden van ieder machtsniveau (waaronder namelijk de bureaus voor slachtofferbejegening[1], de diensten slachtofferhulp en de diensten slachtofferonthaal) en een coördinatie is moeten ontstaan op het terrein.

Het slachtofferbeleid dat door de openbare machten ontworpen en uitgevoerd werd, heeft een **tweeledige doelstelling**:

- het voorkomen van secundaire victimisering die kan voortvloeien uit het gerechtelijk optreden, door alles in het werk te stellen opdat de behandeling van de zaak door politie, justitie of enige andere instantie geen tweede trauma veroorzaakt of het trauma veroorzaakt door het misdrijf niet verergert;
- het slachtoffer de mogelijkheid bieden zijn trauma te boven te komen en zo vlug mogelijk een nieuw evenwicht te vinden.

Met het bewerkstelligen van dit slachtofferbeleid in het achterhoofd, werden verscheidene normatieve akten genomen waaronder namelijk de wet van 1 augustus 1985 over de financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden, de wet van 12 maart 1998 (wet Franchimont) die het Wetboek van Strafvordering wijzigde, het samenwerkingsakkoord van 7 april 1998 tussen de Federale Staat en de Vlaamse Gemeenschap inzake slachtofferzorg, de protocolakkoorden van 5 juni 2009 inzake slachtofferzorg, de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf, de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen met het oog op de verbetering van de positie van het slachtoffer in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten en de wet van 5 mei 2014 betreffende de internering.

[1] Worden sindsdien “de diensten voor politionele slachtofferbejegening” genoemd.

Ministeriële omzendbrieven werden ook aangenomen (bijvoorbeeld, de omzendbrief GPI 58 inzake politionele slachtofferbejegening[2] en de omzendbrief COL 16/2012 betreffende het slachtofferonthaal op parketten en rechtbanken[3]) en structuren bestemd voor het behartigen en het waarborgen van de tenuitvoerlegging van het beleid werden opgezet (waaronder, namelijk, de arrondissementele raden voor slachtofferbeleid en het Nationaal Forum voor slachtofferbeleid).

De basisrechten van de slachtoffers zijn ook ingeschreven in de Richtlijn 2012/29/EU van het Europees Parlement en van de Raad van 25 oktober 2012 tot vaststelling van minimumnormen voor de rechten, de ondersteuning en de bescherming van slachtoffers van strafbare feiten, en ter vervanging van Kaderbesluit 2001/220/JBZ van de Raad.

Andere Europese teksten die ernaar streefden het slachtofferbeleid te verstevigen, hebben ook het levenslicht gezien met als hoofdbekommernis de opvang van slachtoffers en hun plaats binnen de opgerichte stelsels, waaronder namelijk:

- de Richtlijn 2004/80/EG van de Raad van 29 april 2004 betreffende de schadeloosstelling van slachtoffers van misdrijven;
- de Richtlijn 2010/64/UE van het Europees Parlement en Raad van 20 oktober 2010 betreffende het recht op vertolking en vertaling in strafprocedures;
- de Richtlijn 2011/93/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 ter bestrijding van seksueel misbruik en seksuele uitbuiting van kinderen en kinderpornografie, en ter vervanging van Kaderbesluit 2004/68/JBZ van de Raad;
- het Verdrag van de Raad van Europa van 25 oktober 2007 inzake de bescherming van kinderen tegen seksuele uitbuiting en seksueel misbruik;
- het Verdrag van de Raad van Europa van 11 mei 2011 inzake het voorkomen en bestrijden van geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld;
- de Richtlijn 2017/541 van het Europees Parlement en de Raad van 15 maart 2017 inzake terrorismebestrijding en ter vervanging van Kaderbesluit 2002/475/JBZ van de Raad en tot wijziging van Besluit 2005/671/JBZ van de Raad.

Wat betreft de samenwerking tussen de verschillende sectoren, heeft enkel het Nederlandstalige deel van het land tot hiertoe een samenwerkingsakkoord inzake slachtofferzorg[4] aangenomen. Een dergelijk akkoord werd echter nooit gesloten voor het Franstalige deel van het land.
Nochtans, werd op 5 juni 2009 een protocolakkoord inzake slachtofferzorg afgesloten tussen de Federale Staat, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest.

Ten gevolge van de zesde staatshervorming, die onder andere leidde tot een overdracht van de bevoegdheden van de justitiehuizen – waaronder het slachtofferonthaal – naar de Gemeenschappen en, voor het Franstalig landsgedeelte, tot een overdracht van de “aide aux justiciables” – waaronder slachtofferhulp – van de Gewesten naar de Franse Gemeenschap, bleek het noodzakelijk de werkzaamheden voor een samenwerkingsakkoord voor het Waalse Gewest te hervatten. Het beoogde doel is tot een structurele samenwerking te komen tussen de verschillende machtsniveaus die belast

[2] Omzendbrief GPI 58 van 4 mei 2007 betreffende politionele slachtofferbejegening in de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus.
[3] COL 16/2012 van 12 november 2012 - Gemeenschappelijke omzendbrief van de minister van justitie en van het College van procureurs-generaal bij de hoven van beroep betreffende het slachtofferonthaal op parketten en rechtbanken.
[4] Samenwerkingsakkoord van 7 april 1998 tussen de Staat en de Vlaamse Gemeenschap inzake slachtofferzorg. Dat akkoord werd goedgekeurd door een wet van 11 april 1999 en een decreet van 15 december 1998.

worden met het slachtofferbeleid om de slachtoffers een perfect gecoördineerde en kwaliteitsvolle begeleiding te bezorgen.

De twee hoofddoelstellingen van dit samenwerkingsakkoord zijn een model van samenwerking, van oriëntatie en van verwijzing te voorzien tussen de verschillende diensten inzake slachtofferzorg en de officiële erkenning van de bestaande overlegstructuren binnen het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest. De betrokken overheden verbinden er zich daarenboven toe een blijvende aandacht te besteden aan de slachtofferproblematiek. Vertrekken vanuit een geest van samenwerking tussen de verschillende machtsniveaus zal, mits inachtneming van de bevoegdheden van elke actor, een samenhangend beleid in deze materie helpen te verzekeren.

Het samenwerkingsakkoord bevat zes hoofdstukken: de algemene bepalingen (art. 1 tot 2), de competenties en opdrachten van de verschillende akkoord sluitende partijen (art. 3 tot 5), hun verbintenissen (art. 6 tot 11), de overlegstructuren (art. 12 tot 13), de budgettaire gevolgen (art. 14) en de slotbepalingen (art. 15 tot 16).

De Raad van State heeft op 9 april 2019 een advies uitgebracht over het voorontwerp van decreet van de Franse Gemeenschap "houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest inzake slachtofferzorg" (zie advies nr. 65.628/VR) en over het wetsontwerp "houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest inzake slachtofferzorg" van 20 mei 2019 (zie advies nr. 65.81).
Het ontwerp van samenwerkingsakkoord is ook voorgelegd aan de Gegevensbeschermingsautoriteit, die geen opmerkingen heeft gemaakt, aangezien de artikelen die betrekking hebben op de verwerking van persoonsgegevens onder de bevoegdheid van het Controleorgaan op de politionele informatie vallen (zie advies nr. 74/2019 van 20 maart 2019). Het ontwerp van samenwerkingsakkoord werd daarom voorgelegd aan het Controleorgaan op de politionele informatie, dat op 14 maart 2019 zijn advies uitbracht (zie adviesreferentie DA190009).
Het College van procureurs-generaal heeft ook twee adviezen over het ontwerp van samenwerkingsakkoord uitgebracht (d.d. 5 maart 2019 en 2 juni 2020).

BESPREKING VAN DE ARTIKELEN

Artikel 1

In dit artikel worden de in het akkoord gebruikte begrippen omschreven. Met name de opdrachten van elke dienst die met slachtoffers werkt, worden nader bepaald om de bevoegdheden die eigen zijn aan elke dienst zo goed mogelijk te benaderen.

De definitie van slachtoffer is deze van het protocolakkoord inzake slachtofferzorg gesloten in 2009. Deze definitie bevat de notie van na(ast)bestaande en niet van familieleden zoals het geval is in de bovenvermelde Europese richtlijn 2012/29/EU.
In de Europese richtlijn wordt bepaald dat de familieleden van een persoon wiens overlijden een rechtstreeks gevolg is van een strafbaar feit en die een schade ondervinden wegens het overlijden van deze persoon, ook worden beschouwd als slachtoffers.
In het samenwerkingsakkoord beoogt de definitie van na(ast)bestaande ook de na(ast)bestaanden die een schade hebben ondervonden maar er wordt niet bepaald of deze schade gebonden is aan het overlijden van het slachtoffer. Deze definitie is dus ruimer op dat vlak dan deze van de Europese richtlijn, wat goed overeenstemt met de geest van de Europese richtlijn die in haar overweging nr. 11 bepaalt dat ze zich tevreden stelt met het volgende *"deze richtlijn stelt minimumvoorschriften vast" en dat "de lidstaten de in deze richtlijn opgenomen rechten mogen uitbreiden teneinde in een hoger niveau van bescherming te voorzien"*.
Bovendien beoogt de definitie van slachtoffer opgenomen in het samenwerkingsakkoord wel alle gevallen waar er een optreden is van de gerechtelijke overheid. De inbreuk moet niet noodzakelijkerwijs onmiddellijk vastgesteld worden. We denken met name aan de slachtoffers van ongevallen (bijvoorbeeld verkeersongevallen of arbeidsongevallen), van collectieve noodsituaties of van zelfdoding.

De notie van na(ast)bestaande wordt als volgt bepaald “de rechthebbende van het rechtstreekse slachtoffer of elke persoon die een bijzondere affectieve band heeft met dit slachtoffer”.
Onder “rechthebbende van het rechtstreekse slachtoffer” worden zijn wettelijke erfgenamen verstaan (echtgenoot/echtgenote, kinderen, vader en moeder, broers, zussen,…).
Onder “elke persoon die een bijzondere affectieve band heeft » wordt met name verstaan de partner als het gaat om een samenwonend paar of de personen die ten laste zijn van het slachtoffer, anders dan de kinderen, de persoon anders dan de vader of de moeder bij wie de minderjarige werkelijk verblijft. De notie van “affectieve band” wordt verkozen boven deze van “intieme relatie” die in de Europese richtlijn opgenomen wordt omdat ze ruimer is.

Artikel 2

Artikel 2 verduidelijkt de structurele en georganiseerde samenwerking inzake slachtofferzorg.

Een nauwe samenwerking tussen de Federale Staat, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest is noodzakelijk om te voorkomen dat de versnippering van de bevoegdheden een coherent beleid in de weg staat.

Deze structurele samenwerking wil komen tot een kwaliteitsvolle zorg- en dienstverlening aan slachtoffers om secundaire victimisering zo veel als mogelijk te beperken. Een kwalitatieve zorg- en dienstverlening aan slachtoffers vertrekt van een uniform, coherent en integraal aanbod aan slachtoffers waarbij continuïteit van zorg- en dienstverlening centraal staat. Belangrijk hierbij is slachtoffers zo snel mogelijk, maar steeds op maat van het slachtoffer, wegwijs te maken, goed te

informeren over de verschillende diensten die hulp en ondersteuning kunnen bieden en op gepaste wijze door te verwijzen naar deze diensten.
Een samenwerkingsakkoord moet bijvoorbeeld een naadloze overgang waarborgen van de slachtofferzorg die wordt verleend door de politiediensten naar de diensten die verantwoordelijk zijn voor de bijstand van slachtoffers tijdens de juridische procedure en voor de sociale hulp psychologische begeleiding van slachtoffers.

Naar aanleiding van de adviezen van de Raad van State van 9 april 2019 en 20 mei 2019, worden in artikel 2 de gerechtelijke arrondissementen vermeld waarop dit akkoord betrekking heeft en wordt uitdrukkelijk bepaald dat dit samenwerkingsakkoord, die niet met de Duitstalige Gemeenschap wordt gesloten, alleen van toepassing is op het Franstalig grondgebied van het Gewest.

Deze structurele samenwerking doet uiteraard geen afbreuk aan de samenwerkingsverbanden die al bestaan of opgezet kunnen worden tussen de diensten slachtofferzorg die worden vermeld in het samenwerkingsakkoord en andere, soms meer gespecialiseerde diensten slachtofferzorg. We denken hierbij o.m. aan het Zorgcentrum na seksueel geweld dat 24u/24, 7d/7 gratis medische, forensische, psychologische en politionele zorg biedt aan slachtoffers van seksueel geweld.

Artikel 3

In artikel 3 van het samenwerkingsakkoord wordt bondig verwezen naar de verschillende bevoegdheden en opdrachten van de Federale Staat, in het bijzonder de politionele slachtofferbejegening en het justitieel slachtofferbeleid.

Op het niveau van de politionele slachtofferbejegening

Slachtofferbejegening maakt integraal deel uit van de politietaken.

Artikel 46 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt vormt de wettelijke grondslag voor het politioneel optreden inzake slachtofferzorg: *"De politiediensten brengen de personen die hulp of bijstand vragen in contact met gespecialiseerde diensten. Zij verlenen bijstand aan de slachtoffers van misdrijven, inzonderheid door hun de nodige informatie te verstrekken."*

De politieambtenaar is vaak de eerste persoon die in contact komt met het slachtoffer en heeft dus de plicht hem passende opvang en emotionele steun te bieden.

In artikel 123 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus, is bepaald dat *"De politieambtenaren te allen tijde en in alle omstandigheden bijdragen tot de bescherming van hun medeburgers en tot de bijstand die deze laatsten mogen verwachten, alsook, wanneer de omstandigheden het vereisen, tot het doen naleven van de wet en tot het behoud van de openbare orde."*

Artikel 3*bis* van de voorafgaande titel van het wetboek van strafvordering bepaalt ook dat "*Slachtoffers van misdrijven en hun verwanten dienen zorgvuldig en correct te worden bejegend, in het bijzonder door terbeschikkingstelling van de nodige informatie en, in voorkomend geval, het bewerkstelligen van contact met de gespecialiseerde diensten en met name de justitieassistenten."*

De omzendbrief GPI 58 betreffende politionele slachtofferbejegening in de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus, organiseert de slachtofferzorg binnen de federatie politie en binnen de lokale politie.

Elke politiezone moet beschikken over een gespecialiseerde medewerker die tot het personeel van de politiediensten behoort teneinde de politieambtenaren te adviseren en bij te staan bij het vervullen van hun opdrachten (koninklijk besluit van 17 september 2001 tot vaststelling van de organisatie- en werkingsnormen van de lokale politie met het oog op het waarborgen van een minimale gelijkwaardige dienstverlening aan de bevolking).

Deze taak kan volledig worden toevertrouwd aan een politieambtenaar of aan een lid van het burgerpersoneel dat een geschikt diploma bezit. Een dergelijke persoon moet in elke zone te allen tijde kunnen worden teruggeroepen. In deze functie kan worden voorzien in samenwerking met andere zones.

De federale politie beschikt over maatschappelijke assistenten op het niveau van de gerechtelijke arrondissementen. Deze maatschappelijke assistenten behoren, op het niveau van de organisatie, tot de diensten van de Directeur-Coördinator. Ze werken ten dienste van de directies van de federale politie waarvan het personeel in rechtstreeks verband staat met de slachtoffers. Subsidiair en voor zover de werklast het mogelijk maakt, kan de gespecialiseerde medewerker van de federale politie (maatschappelijke assistenten) ad hoc-steun verlenen aan de politiezones.

De medewerkers belast met de politionele slachtofferbejegening binnen de lokale politiezones en de federale politie hebben als opdracht:

- het bewustmaken en de voortgezette opleiding van de leden van het korps;
- het verzamelen en verspreiden van informatie in verband met slachtofferzorg binnen het korps;
- het bijstaan van de slachtoffers in bepaalde omstandigheden, bijvoorbeeld in situaties van emotionele crisis of ernstig slachtofferschap (...);
- het doorverwijzen naar de bevoegde diensten van de slachtoffers die nood hebben aan psychosociale hulp;
- het instellen van contact en samenwerking met deze hulpinstanties;
- het deelnemen aan de overlegstructuren.[5]

Ten aanzien van de slachtoffers is de opdracht van de politieambtenaar toegespitst op vijf grote taken:

- onthaal;
- praktische bijstand;
- informatieverstrekking en doorverwijzing;
- opstellen van het proces-verbaal;
- hercontactname met het slachtoffer.

De psychosociale en therapeutische hulpverlening behoren niet tot de politieopdrachten.

Krachtens omzendbrief PLP 27 van 4 november 2002 betreffende de intensifiëring en bevordering van de interzonale samenwerking, kunnen akkoorden worden gesloten tussen verschillende aangrenzende zones teneinde te allen tijde bijstand en gepaste opvang te verschaffen.

Op het niveau van het justitieel slachtofferbeleid

Alle leden van de rechterlijke orde moeten de burgers waarmee zij contact hebben op correcte en zorgvuldige wijze bijstaan. Dat geldt in het bijzonder voor de slachtoffers van misdrijven en hun

[5] Zie de Ministeriële Omzendbrief PLP 10 van 9 oktober 2001 inzake de organisatie- en werkingsnormen van de lokale politie met het oog op het waarborgen van een minimale gelijkwaardige dienstverlening aan de bevolking.

na(ast)bestaanden. Zij moeten hen basisinformatie verschaffen en hen, indien nodig, doorverwijzen naar gespecialiseerde diensten.

In maart 1998 (wet Franchimont) werd het algemeen recht op informatie en correcte behandeling van de slachtoffers formeel verwoord in artikel 3*bis* van de Voorafgaande Titel van het Wetboek van Strafvordering. Dit vormt de wettelijke grondslag voor het justitieel slachtofferbeleid in België.

In het eerste lid van dit artikel 3*bis* is het volgende bepaald: *"Slachtoffers van misdrijven en hun verwanten dienen zorgvuldig en correct te worden bejegend, in het bijzonder door terbeschikkingstelling van de nodige informatie en, in voorkomend geval, het bewerkstelligen van contact met de gespecialiseerde diensten en met name met de justitieassistenten."*

Bij de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten, wordt aan dit artikel toegevoegd: *"Slachtoffers ontvangen met name de nuttige informatie over de nadere regels voor de burgerlijke partijstelling en over de verklaring van benadeelde persoon."*

De justitieassistent slachtofferonthaal behoort tot het personeel van de "Administration générale des Maisons de Justice" van de Franse Gemeenschap. Nochtans oefent hij in de meeste gevallen zijn activiteiten uit in de lokalen van het parket van de Procureur des Konings of in het justitiepaleis. Zo kan hij in voortdurend contact blijven met de magistraten en het personeel van de parketten en rechtbanken, en een nauwe samenwerking en vertrouwensrelatie opbouwen en in stand houden.

De justitieassistent komt tussen op vraag van een magistraat, op basis van een schriftelijke vatting. Hij kan ook tussenkomen op vraag van de slachtoffers of van hun na(ast)bestaanden. In dit geval licht hij de magistraat die belast is met het strafdossier hierover in.

De Procureur-generaal staat in voor de uitwerking van een coherent en eenvormig slachtofferbeleid en wordt daarin bijgestaan door de "Administration générale des Maisons de Justice" van de Franse Gemeenschap.

Het slachtofferonthaal op de parketten en rechtbanken werd bij omzendbrief COL 16/2012 betreffende het slachtofferonthaal op parketten en rechtbanken verder uitgewerkt. Zo is binnen elk parket van de procureur des konings en parket-generaal een verbindingsmagistraat aangewezen voor het slachtofferonthaal.

Artikel 4

De Franse Gemeenschap is bevoegd voor slachtofferonthaal, voor slachtofferhulp, voor de hulpverlening aan de jeugd en voor de teams "SOS Enfants".

1° De bevoegdheid voor het slachtofferonthaal wordt uitgevoerd door de "Administration générale des Maisons de Justice" via de justitieassistenten van de dienst slachtofferonthaal.

De justitieassistenten slachtofferonthaal hebben als opdracht:

- informatie verstrekken aan de slachtoffers van misdrijven en aan hun na(ast)bestaanden over de gerechtelijke procedure in het algemeen en over de rechten die de slachtoffers hebben in dit kader, alsook specifieke informatie over hun dossier en over de lopende procedure, met toestemming van het magistraat en dit, tijdens de hele procedure (van de neerlegging van de klacht tot de uitvoering van de straf of van de internering);

- de bijstand van slachtoffers en hun na(ast)bestaanden bij sommige stappen en de ondersteuning van slachtoffers op verschillende momenten tijdens de gerechtelijke procedure (zoals bijvoorbeeld bij de burgerlijke partijstelling, de wedersamenstelling, de inzage van het dossier, de zittingen voor de rechtbank en de teruggave van overtuigingstukken) en bij de verschillende stappen van de uitvoering van de straf of van de internering;
- de doorverwijzing naar de andere diensten in functie van hun behoeften en de moeilijkheden waarmee ze geconfronteerd worden (bij voorbeeld voor een eerste- of tweedelijns juridische bijstand of een psychologische en/of sociale begeleiding) en de samenwerking met de lokale diensten;
- het signaleren van de moeilijkheden waarmee de slachtoffers geconfronteerd worden in hun contacten met de gerechtelijke instanties en het sensibiliseren van de gerechtelijke actoren voor de specifieke behoeften en de rechten van de slachtoffers.
  De justitieassistenten zorgen ervoor dat de slachtoffers van misdrijven de nodige aandacht krijgen tijdens de gerechtelijke procedure en dat ze hun rechten kunnen laten gelden.

2° De bevoegdheid voor slachtofferhulp wordt uitgevoerd door de “Administration générale des Maisons de Justice” via erkende partners (decreet van 13 oktober 2016 betreffende de erkenning en de subsidiëring van partners die hulp verlenen aan rechtzoekenden).

De erkende partners hebben als opdracht om sociale hulp en psychologische begeleiding voor te stellen om de personen die geconfronteerd worden met de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van het misdrijf en van het slachtofferschap te ondersteunen.

De diensten slachtofferhulp richten zich tot natuurlijke of rechtspersonen en hun na(ast)bestaanden die een schade hebben ondervonden die rechtstreeks het gevolg is van een misdrijf of een als misdrijf omschreven feit.

In het kader van zijn opdracht van sociale hulp voert de dienst slachtofferhulp het volgende uit:
- het slachtoffer ondersteunen om het hoofd te bieden aan de gevolgen van een toestand die voortvloeit uit een misdrijf of uit feiten die een misdrijf kunnen uitmaken;
- het slachtoffer informeren, doorverwijzen en ondersteunen in zijn betrekkingen met de politie en de gerechtelijke instanties. De dienst kan bijvoorbeeld, het slachtoffer op zijn vraag begeleiden tijdens een klachtneerlegging bij een politiedienst of tijdens een zitting voor de rechtbank. Bovendien, kan hij over een erkenning beschikken, die wordt afgeleverd door de FOD Justitie om slachtoffers te begeleiden voor de strafuitvoeringsrechtbank of voor de commissie voor financiële hulp;
- het slachtoffer de toegang tot de gespecialiseerde instanties en organisaties te vergemakkelijken;
- het slachtoffer helpen bij zijn actieve re-integratie in de samenleving door, samen met het slachtoffer, zijn behoeften en hulpbronnen te evalueren en prioriteiten te bepalen opdat het slachtoffer een nieuw evenwichtig leven zou kunnen gaan leiden.

In het kader van zijn opdracht van psychologische hulpverlening moet de dienst slachtofferhulp:
- het slachtoffer ondersteunen om het hoofd te bieden aan de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van een misdrijf of aan specifieke problemen die verbonden zijn aan een specifieke situatie;
- het slachtoffer dat een schade heeft ondervonden een gespecialiseerde therapeutische ondersteuning op maat aanbieden, gericht op de rechtstreekse gevolgen van de traumatiserende gebeurtenis en op de verwerking van de shock.

De dienst slachtofferhulp “SOS Viol” organiseert en beheert bovendien een gratis telefoonlijn 0800/98100 en een chatdienst waar de slachtoffers van seksueel geweld anoniem terecht kunnen. Deze diensten moeten worden meegedeeld voor de lijst bedoelde in artikel 6.

4° Sedert 1985, erkent en subsidieert de Franse Gemeenschap de teams SOS Enfants die herhaaldelijk bewijs hebben geleverd van hun knowhow en de kwaliteit van hun optreden (zie het decreet van 12 mei 2004 van de Franse Gemeenschap betreffende de hulpverlening aan mishandelde kinderen).

De Dienst “SOS Enfants” van de “Office de la Naissance et de l'Enfance “ zorgt voor de follow-up van de teams “SOS Enfants” (post- en prenataal) die verspreid zijn over het grondgebied van de Franse Gemeenschap.

De teams “SOS Enfants” zijn multidisciplinaire diensten gespecialiseerd in het opsporen en aanpakken van situaties van kindermishandeling. Ze hebben tot doel passende hulp te bieden aan kinderen die slachtoffer zijn van of gevaar lopen op mishandeling. Ze kunnen ook de therapeutische opvang verzekeren van minderjarige daders van seksuele misdrijven.

Personen die geconfronteerd worden met een situatie van kindermishandeling kunnen contact opnemen met de teams “SOS Enfants” per telefoon, schriftelijk of bij de dienst tijdens hun permanentie. Er kan melding worden gemaakt zowel door een professional als door een prive-persoon (omgeving van het kind, buren, …). Een team “SOS Enfants” kan ook op eigen initiatief tussenkomen.
Er moet benadrukt worden dat de teams “SOS Enfants” behandelen zowel gerechtelijke als buitengerechtelijke situaties.

Bovendien heeft de Franse Gemeenschap de functie van algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind in het leven geroepen. Zijn algemene opdracht bestaat erin de rechten en belangen van de kinderen veilig te stellen door informatie over kinderrechten te verstrekken, de toepassing van de wetten na te gaan, voorstellen te doen en informatie, klachten of bemiddelingsaanvragen in ontvangst te nemen over schendingen van de rechten en de belangen van kinderen. De mogelijkheid van de algemeen afgevaardigde tot interpellatie en onderzoek stellen hem in staat rechtstreeks onderzoek te voeren.

Er bestaat in elke afdeling van het gerechtelijk arrondissement een adviseur “aide à la jeunesse”, de onafhankelijke opdrachtgever van de gemeenschap die belast is om een gespecialiseerde hulp te bieden aan jongeren die zich in moeilijkheden of gevaar bevinden door het instellen van een aangepast hulpprogramma (zie het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming). Een dienst “aide à la jeunesse” wordt ter beschikking gesteld van de adviseur om hem bij te staan in de uitoefening van zijn bevoegdheden. De personen die geconfronteerd worden met een situatie van minderjarigen in gevaar of in moeilijkheden kunnen contact opnemen met deze dienst per telefoon, schriftelijk of bij de dienst tijdens hun permanentie.

De dienst “SOS Enfant” organiseert en beheert de chatdienst "Maintenant j'en parle" https://www.maintenantjenparle.be/ waartoe jongeren die slachtoffer zijn van seksueel misbruik anoniem en gratis toegang hebben. Deze dienst moet worden meegedeeld voor de lijst bedoelde in artikel 6.

Artikel 5

Het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid regelt en organiseert de erkenning en subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg (art. 539 tot 624). Het gaat om ambulante structuren

die, door een multidisciplinaire aanpak en in samenwerking met andere betrokken diensten of personen, de opvang, de diagnose en de psychiatrische, psychologische of psychosociale behandeling van personen verzekeren.

Het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid regelt eveneens de opvanghuizen. De opvanghuizen hebben als doel het verzekeren van de opvang, een in de tijd beperkte huisvesting en een aangepaste begeleiding van mensen in sociale moeilijkheden om hen te ondersteunen bij het verwerven of opnieuw verwerven van hun autonomie (art. 69 tot 117).

De Waalse Wetboek voor Sociale actie en Gezondheid (art. 149/13 tot 149/19) regelt de goedkeuring van diensten en voorzieningen voor ondersteuning van slachtoffers van partnergeweld en gendergerelateerd geweld. Deze zijn verantwoordelijk voor het verlenen van uitgebreide begeleiding aan slachtoffers van partnergeweld of gendergerelateerd geweld door middel van een eerste opvang, informatie, sociale, juridische, administratieve en psychologische hulp.
Het departement “Begeleiding van verkeersslachtoffers” van het “Agence wallonne pour la Sécurité routière a.s.b.l. (AWSR) » werd opgericht als gevolg van de aanbevelingen van 2012 van de “Conseil supérieur wallon de la sécurité routière” tijdens de Staten-generaal van verkeersveiligheid van 15 juni 2012. De dienst verzekert zoveel als mogelijk het goede verloop van de vaak ingewikkelde stappen die de slachtoffers en hun na(ast)bestaanden moeten nemen na het ongeval. Na het ongeval trotseren de slachtoffers en/of hun na(ast)bestaanden moeilijke periodes, zowel op fysiek en psychologisch vlak als op juridisch en administratief vlak. Deze personen moeten het hoofd bieden aan zware procedures die een kennis en ervaring vereisen waarover ze niet beschikken en die hen steeds weer onderdompelt in de werkelijkheid van het ongeval en haar gevolgen. In overleg met de professionals inzake slachtofferzorg, heeft het departement als hoofddoel het verlenen van concrete hulp aan verkeersslachtoffers en hun na(ast)bestaanden, ongeacht het tijdstip na het ongeval en ongeacht de aard en de moeilijkheid van de gezochte informatie. De juristen en psychologen van de afdeling "Begeleiding van verkeersslachtoffers" brengen verschillende vaardigheden samen: trauma en victimologie, strafrecht en criminologie, verzekeringsrecht en schadevergoeding voor persoonlijk letsel. Door deze multidisciplinaire aanpak kan de dienst een maximaal aantal vragen in verband met verkeersongevallen beantwoorden.

Er wordt concrete steun verleend aan de getroffen persoon naar gelang van zijn/haar verzoek en behoeften: luisteren, verheldering van emotionele reacties, hulp bij het lezen van ingewikkelde documenten, informatie over juridische en verzekeringsprocedures en over schadevergoeding, ondersteuning tijdens verschillende stappen, contacten met mensen die bij de zaak betrokken zijn, doorverwijzing naar andere diensten of professionals, afhankelijk van de geuite behoeften.

Artikel 6

Dit artikel bepaalt dat, in het kader in het kader van de in de artikelen 3 tot en met 5 bedoelde bevoegdheden, de contactpersonen van elke bevoegde overheid (bedoeld in de artikelen 7, 3°; 8, 6° en 10, 2° van dit samenwerkingsakkoord) informatie over gespecialiseerde chatdiensten en hulplijnen voor hulp aan eenieder die te maken heeft met fysiek, psychisch of seksueel geweld of met kindermisbruik en -mishandeling, verzamelen en doorgeven in de vorm van een lijst aan alle in de akkorden opgenomen diensten die slachtoffers helpen, informeren en doorverwijzen. Dit omvat de gespecialiseerde en gratis diensten van "SOS VIOL" of "Maintenant j'en parle".

Artikel 7

De Federale Staat verbindt zich ertoe de nodige maatregelen te nemen om de belangen van het slachtoffer te behartigen overeenkomstig artikel 46 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt. Artikel 6 bepaalt de concrete maatregelen waartoe de Federale Staat zich verbindt om dit te doen.

Met betrekking tot artikel 7, lid 1, punt d, waarover de Raad van State zich vragen stelde over de betekenis van de woorden "zoveel mogelijk", moet er worden opgemerkt dat dit een uitnodiging is om rekening te houden met eventuele taalkundige bijzonderheden, zonder dit echter als een resultaatsverbintenis te beschouwen. De Raad van State benadrukte in dit verband dat de federale overheid in elk geval de wetgeving op het gebruik van de talen moet respecteren.

Bovendien verbindt de Staat zich ertoe te zorgen voor een passende en voortgezette opleiding inzake slachtofferzorg. Hier kan worden verwezen naar het ministerieel besluit van 24 oktober 2002 houdende het algemeen studiereglement betreffende de basisopleidingen van de personeelsleden van het operationeel kader van de politiediensten, met het programma van de basisopleidingen, alsook naar het koninklijk besluit van 20 november 2001 betreffende de basisopleidingen van de personeelsleden van het operationeel kader van de politiediensten en houdende diverse overgangsbepalingen. In elke basisopleiding is voor elk politieniveau voorzien in een module “slachtofferbejegening”. Het is wenselijk dat deze opleidingen in hun programma de deelname integreren van vertegenwoordigers van de verschillende sectoren slachtofferzorg om de wederzijdse kennis van de betrokken diensten en actoren te verbeteren en de samenwerking te versterken.

De omzendbrief GPI 58 betreffende politionele slachtofferbejegening in de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus, bepaalt dat de lokale politiekorpsen en de eenheden van de federale politie de beroepsbekwaamheden van het personeel moeten aanmoedigen via sensibilisering en (interne) opleiding. Bovendien bepaalt deze omzendbrief dat de federale diensten politionele slachtofferbejegening en de lokale diensten politionele slachtofferbejegening belast worden met de bewustmaking en de voortzette opleiding van de personeelsleden op het gebied van de politionele slachtofferbejegening.
Voortgezette opleidingen betreffende de slachtofferzorg worden dus aan de leden van de politiediensten gedurende hun volledige loopbaan aangeboden.

Om op politiek vlak een permanente dialoog en samenwerking met de andere instanties inzake slachtofferzorg te bevorderen, is binnen de Federale politie en op niveau van de Vaste commissie van de lokale politie een contactpersoon voorzien. Voor wat de federale politie betreft, valt deze opdracht onder de bevoegdheid van de Algemene Directie bestuurlijke politie (zie artikel 8, 1°, e), van het koninklijk besluit van 14 november 2006 betreffende de organisatie en de bevoegdheden van de federale politie zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 23 augustus 2014).

Artikel 8

De Federale Staat verbindt zich ertoe de nodige maatregelen te nemen die beogen het slachtoffer te erkennen als partij in de procedure.

Algemene informatie over de positie van het slachtoffer in de strafprocedure moeten worden verschaft door elke medewerker van de rechterlijke orde die in contact treedt met de slachtoffers.

De Federale Staat zorgt daarenboven voor het optimaliseren van de middelen waardoor het slachtoffer vergoed kan worden. Het betreft in het bijzonder de burgerlijke partijstelling, de bemiddeling en verwijzing naar de Commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden en aan occasionele redders.

Er dient op duurzame wijze aandacht geschonken te worden aan een slachtoffergerichte opleiding voor alle leden van de rechterlijke orde. Het Instituut voor gerechtelijke opleiding speelt een belangrijke rol bij de opleiding van de magistraten en gerechtelijke stagiairs. Sedert 1997 is voorzien in een specifieke opleiding betreffende “de plaats van het slachtoffer in de strafprocedure”. Het Instituut voor gerechtelijke opleiding zorgt ook voor meer specifieke opleidingen, zoals inzake partnergeweld. Het is wenselijk dat deze opleidingen in hun programma de deelname integreren van vertegenwoordigers van de verschillende sectoren slachtofferzorg om de wederzijdse kennis van de betrokken diensten en actoren te verbeteren en de samenwerking te versterken.

Het samenwerkingsakkoord benadrukt de noodzaak om via het College van procureurs-generaal een uniform gerechtelijk slachtofferbeleid uit te voeren. Dit beleid binnen de magistratuur vormt een uitdrukkelijke opdracht van de procureur-generaal te Brussel (zie het koninklijk besluit van 9 december 2015 betreffende de specifieke opdrachten van de leden van het College van procureurs-generaal).

Het voorzien van een contactpersoon binnen de administratie van FOD Justitie leidt tot een permanente dialoog en samenwerking met de andere instanties.

Artikel 9

In dit artikel verbindt de Franse Gemeenschap er zich toe de contactpersonen die binnen elke instelling aangewezen zijn in het kader van dit samenwerkingsakkoord te informeren over de contactgegevens van de diensten waarvoor ze bevoegd zijn. Deze informatie is onontbeerlijk voor de diensten die in contact zijn met de slachtoffers en hun na(ast)bestaanden om hen naar de bedoelde diensten te kunnen doorverwijzen.

De Franse Gemeenschap verbindt er zich ook toe ervoor te zorgen dat een aangepaste en voortgezette opleiding inzake slachtofferzorg georganiseerd wordt voor de medewerkers van de diensten slachtofferonthaal, de diensten slachtofferhulp, de teams SOS-Enfants en de diensten “aide à la jeunesse”. Het is wenselijk dat deze opleidingen in hun programma de deelname integreren van vertegenwoordigers van de verschillende sectoren slachtofferzorg om de wederzijdse kennis van de betrokken diensten en actoren te verbeteren en de samenwerking te versterken.

Het voorzien van een contactpersoon binnen de “Administration générale des Maisons de justice” van de Franse Gemeenschap leidt tot een permanente dialoog en samenwerking met de andere federale en gefedereerde instanties.

Artikel 10

In dit artikel verbindt het Waalse Gewest er zich toe de contactpersonen die binnen elke instelling aangewezen zijn in het kader van dit samenwerkingsakkoord te informeren over de contactgegevens van de diensten waarvoor ze bevoegd zijn. Deze informatie is onontbeerlijk voor de diensten die in contact komen met de slachtoffers en hun na(ast)bestaanden om hen naar de bedoelde diensten te kunnen doorverwijzen.

Het voorzien van een contactpersoon binnen het Waalse Gewest leidt tot een permanente dialoog en samenwerking met de andere federale en gefedereerde instanties.

Artikel 11

Dit artikel preciseert de verbintenissen van elke partij wat betreft de samenwerking tussen de diensten en de actoren en de verwijzing, de oriëntatie naar deze verschillende diensten.

Het samenwerkingsmodel tussen de diensten en het doorverwijsmodel vormen één van de essentiële punten van het samenwerkingsakkoord.

De politiediensten moeten slachtoffers systematisch informeren over het bestaan en de opdrachten van de diensten politionele slachtofferbejegening, de diensten slachtofferonthaal en de diensten slachtofferhulp via een schriftelijk ad hoc document, m.n. het attest van klachtneerlegging. De modellen van attesten van klachtneerlegging gaan als bijlage bij de Omzendbrief COL 5/2009 die richtlijnen bevat over de attesten van klachtneerlegging en de registratie van de verklaringen van benadeelde persoon[6]. Deze omzendbrief voorziet eveneens de overhandigingsmodaliteiten van deze attesten aan de slachtoffers.

Slachtoffers zijn niet altijd hulpvragers en sommige politieambtenaren zijn niet op de hoogte van de complexe werking van alle bestaande sociale diensten.
De doorverwijzing door de politieambtenaar of de dienst politionele slachtofferbejegening van een slachtoffer naar een dienst slachtofferhulp of naar een andere dienst in functie van de noden die het slachtoffer uit, kan op verschillende manieren gebeuren.

Indien het slachtoffer gecontacteerd wil worden door een dienst slachtofferhulp, indien mogelijk via een lid van de dienst politionele slachtofferbejegening, stelt de politiedienst voor om een formulier in te vullen (waarvan een model als bijlage gaat bij het samenwerkingsakkoord) en maakt dit over aan een dienst slachtofferhulp. Het beroepsgeheim en het geheim van het onderzoek moeten hierbij uiteraard verzekerd worden. Enkel de informatie die nodig is om het slachtoffer te contacteren, moet worden overgemaakt.

Indien dit nodig blijkt, brengt de politieambtenaar de slachtoffers, zoals vrouwen en kinderen die slachtoffer werden van zware gewelddaden, in contact met een opvanghuis.

Indien een minderjarige slachtoffer is van mishandeling of seksueel geweld verwijst de politieambtenaar hem door naar de adviseur “aide à la jeunesse” of naar een team “SOS-Enfants”.

De politiediensten verwijzen de slachtoffers die bijstand willen in het kader van een gerechtelijke procedure naar een dienst slachtofferonthaal.

Ten slotte informeren ze alle personen die op rechtstreekse of onrechtstreekse manier betrokken zijn bij een verkeersongeval die ernstige lichamelijke en/of psychische schade heeft veroorzaakt over het bestaan van het Departement “Begeleiding van verkeersslachtoffers” van het “Agence wallonne pour la Sécurité routière“ (AWSR).

Indien het slachtoffer, op het moment van de vaststelling van de feiten of de klacht, niet wil doorverwezen worden, ongeacht of het via het doorverwijsformulier of via een telefonisch contact in dringende gevallen is, naar een dienst slachtofferhulp (of een andere dienst indien nodig), is het belangrijk dat de politieambtenaar de tijd neemt om de opdrachten uiteen te zetten van de diensten

[6] COL 5/2009 herziene versie van 13 november 2014 - Omzendbrief van het College van procureurs-generaal bij de hoven van beroep betreffende richtlijnen m.b.t. de attesten van klachtneerlegging en de registratie van de verklaringen van benadeelde persoon.

politionele slachtofferbejegening, de diensten slachtofferonthaal en de diensten slachtofferhulp via het attest van klachtneerlegging.

De politieambtenaar vermeldt in het proces-verbaal of op een andere schriftelijke informatiedrager van de politie (bv. als voor de interventie alleen een interventiefiche moet worden opgesteld en geen proces-verbaal) dat het aanbod tot verwijzing werd gedaan zonder echter de beslissing van het slachtoffer te vermelden.

In zijn advies van 14 maart 2019 heeft het Controleorgaan op de politionele informatie vastgesteld dat er niet in alle gevallen een proces-verbaal wordt opgesteld. Sommige feiten worden behandeld met een vereenvoudigd proces-verbaal of met een eenvoudige interventiefiche. Het Controleorgaan op de politionele informatie achtte het daarom nuttig dat ook het dienstaanbod hierop wordt vermeld. Artikel 10, § 2, 2°, is in die zin gewijzigd.
Voorts pleitte het Controleorgaan op de politionele informatie er ook voor om de beslissing van het slachtoffer om al dan niet op het aanbod in te gaan, in het document te vermelden. Dit advies werd niet opgevolgd, omdat uit ervaring blijkt dat sommige slachtoffers het aanbod tot doorverwijzing aanvankelijk weigeren en later op hun aanvankelijke beslissing terugkomen om uiteindelijk de doorverwijzing naar ad hoc-diensten aanvaarden.
Evenzo werd aan sommige slachtoffers de vergoeding van de kosten van hun psychologische zorg geweigerd omdat zij de doorverwijzingsvoorstellen weigerden.

De magistraat belast met het dossier van het slachtoffer kan de dienst slachtofferonthaal vatten zodat deze dienst een aanbod kan doen aan het slachtoffer. De vattingsmodaliteiten van de dienst slachtofferonthaal worden nader omschreven in de omzendbrief COL 16/2012 betreffende het slachtofferonthaal op parketten en rechtbanken. In sommige situaties, hoofdzakelijk in geval van overlijden van het slachtoffer, is een systematische vatting van de dienst slachtofferonthaal voorzien; in de andere situaties beoordeelt de magistraat of de dienst slachtofferonthaal moet gevat worden.

De slachtoffers die in rechtstreeks contact treden met de magistraten moeten ook ingelicht worden of in contact gesteld worden met een gepaste dienst voor slachtofferzorg wanneer hun specifieke situatie, hun behoeften of hun verwachtingen het vereisen.

De Franse Gemeenschap zorgt ervoor dat de slachtoffers die doorverwezen worden door de politiediensten gecontacteerd worden door de dienst slachtofferhulp. De hulpverlening moet actief en binnen een redelijke termijn aangeboden worden, d.w.z. enkele dagen na de vaststelling van de feiten.

De personen die de slachtoffers doorverwezen hebben, worden ingelicht van de goede ontvangst van het doorverwijsformulier en van de contactname door de dienst slachtofferhulp met de betrokken slachtoffers. In dit geval is het ook noodzakelijk het beroepsgeheim in acht te nemen. Het gaat er dus voor de maatschappelijke werkers en de politiedienst om enkel de nodige informatie uit te wisselen om de nodige feedback mogelijk te maken.

Deze verwijzingsprocedure was al ontwikkeld in de omzendbrief GPI 58 inzake politionele slachtofferbejegening. Het is, nochtans, essentieel deze doorverwijzingsprocedure op te nemen en goed te keuren in het samenwerkingsakkoord met als doel de systematische inachtneming van deze maatregel door de politiediensten.

De Franse Gemeenschap verbindt zich er tenslotte toe dat de diensten slachtofferhulp de slachtoffers die bijstand nodig hebben in het kader van de gerechtelijke procedure naar de diensten slachtofferonthaal zullen doorverwijzen en dat de diensten slachtofferonthaal de slachtoffers die psychosociale steun nodig hebben zullen doorverwijzen naar de diensten slachtofferhulp.

Indien nodig, verwijzen deze diensten de slachtoffers naar andere personen of diensten door in functie van de vragen en de behoeften geformuleerd door de slachtoffers. Deze doorverwijzing kan bijvoorbeeld gebeuren naar de juridische eerstelijns- en tweedelijnsbijstand, de teams “SOS-Enfants”, de opvanghuizen of elke andere gespecialiseerde dienst.

Artikel 12

Het arrondissementeel slachtofferbeleid wordt behandeld in de arrondissementele raad voor het slachtofferbeleid. Deze raad verenigt de plaatselijke actoren die betrokken zijn bij slachtoffers van misdrijven.

Deze arrondissementele raden worden reeds vermeld in de omzendbrief GPI 58 inzake politionele slachtofferbejegening en in de omzendbrief COL 16/2012 betreffende het slachtofferonthaal op parketten en rechtbanken. Dit samenwerkingsakkoord verschaft hen een meer officieel statuut voor het Franstalig landsgedeelte.

De arrondissementele raad speelt een belangrijke rol bij de uitwisseling en doorstroming van informatie op regionaal niveau.

De arrondissementele raad moet met name zorgen voor de concretisering en implementatie van de bepalingen van dit samenwerkingsakkoord. Dit omvat de mogelijkheid om verbeteringen te verwezenlijken of deze ten minste voor te stellen aan de bevoegde instanties. Daartoe kunnen samenwerkingsprotocollen worden gesloten, onder andere inzake de verwijzing van slachtoffers van de politionele diensten naar de hulpdiensten.

De samenstelling van de arrondissementele raad waarborgt dat de instanties die betrokken zijn bij het slachtofferbeleid vertegenwoordigd worden in de arrondissementele raad. Deze minimale samenstelling kan op de uitnodiging van de voorzitter worden aangevuld naargelang de inhoud van de vergaderingen. De arrondissementele raad wordt voorgezeten door de procureur des Konings of de verbindingsmagistraat belast met het slachtofferonthaal binnen het gerechtelijke arrondissement of de afdeling van het gerechtelijke arrondissement.

De Raad van State wijst erop dat, aangezien artikel 150, lid 4 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat er twee procureurs des Konings zijn in het gerechtelijk arrondissement Henegouwen, in de memorie van verduidelijkt minstens zou moeten worden toegelicht hoe zal worden bepaald welke procureur des Konings in de betrokken arrondissementele raad zetelt.

Het College van procureurs-generaal reageert op deze opmerking in zijn advies van 2 juni 2020. Het stelt dat het voor het gerechtelijk arrondissement Henegouwen, gelet op de centrale rol van de procureur des konings, aangewezen lijkt dat elke procureur des konings een arrondissementele raad bijeenroept met de actoren die actief zijn op het grondgebied dat onder zijn bevoegdheid valt. Niets belet de procureurs des Konings van Charleroi en Bergen echter om samen een gezamenlijke vergadering van de arrondissementele raad te organiseren wanneer de agendapunten betrekking hebben op het hele gerechtelijke arrondissement.

Het College is van mening dat deze verduidelijkingen niet vereisen dat artikel 11 van het huidig samenwerkingsakkoord word aangevuld. Het lijkt moeilijk om de voorgestelde oplossingen voor specifieke gevallen in een wetstekst te gieten. Het College stelt een flexibelere methode voor die erin bestaat de COL 16/2012 betreffende het slachtofferonthaal bij parketten en rechtbanken, waarin punt 7.2. is gewijd aan de arrondissementele raad aan te passen.

Artikel 13

De samenwerking tussen professionals uit de verschillende gerechtelijke, politionele en sociale diensten vereist de instelling van één of meer welzijnsteams slachtofferzorg binnen de gerechtelijke arrondissementen. Dit hangt af van de grootte van het gebied en van het beschikbare personeel. Het welzijnsteam slachtofferzorg moet op gedetailleerde wijze gestalte geven aan de samenwerking op het veld zodat de dossiers waarbij verschillende diensten en personen tegelijk betrokken zijn zo doeltreffend mogelijk worden behandeld.

Het overleg binnen de welzijnsteams betreft onder andere de concretisering van de verwijsprocedure, het signaleren van knelpunten, de kennisgeving en voorbereiding van de vergaderingen van de arrondissementele raad.

Dergelijke welzijnsteams zijn nu al actief in verscheidene arrondissementen. Zij vormen informele ontmoetingsplaatsen en bestaan uit praktijkwerkers. Dit samenwerkingsakkoord verleent ze een formele erkenning.

Artikel 14

Dit artikel regelt de budgettaire gevolgen die ten laste vallen van alle partijen op grond van de bevoegdheidsverdeling.

Artikel 15

Het protocolakkoord van 5 juni 2009 tussen de Staat, de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest betreffende slachtofferzorg is achterhaald door de aanneming van de samenwerkingsovereenkomst en moet worden ingetrokken.

Artikel 16

Het samenwerkingsakkoord treedt in werking op de dag van de publicatie in het Belgisch staatsblad van de laatste akte houdende instemming van de bevoegde overheden. Het wordt gesloten voor onbepaalde duur. Elke bevoegde overheid kan het akkoord opzeggen mits een opzegtermijn van 3 maanden.

Het akkoord bepaalt dat de partijen bij het akkoord twee jaar na de inwerkingtreding ervan een evaluatie van de toepassing van dit akkoord zullen uitvoeren. In aansluiting op de adviezen van de Raad van State wordt bepaald dat over deze evaluatie een verslag moet worden opgesteld dat aan de bevoegde overheden moet worden toegezonden. De administraties van de partijen bij het akkoord wijzen de personen aan die bevoegd zijn om deze beoordeling uit te voeren.